

Relevé des interventions des membres du CN des 2 et 3 juillet 2022

Gisèle Malaval – Aube

Les élections législatives dans l'Aube ont permis au RN de remporter pour la première fois deux sièges de députés sur trois, l'autre siège étant conservé par une députée LR. LFI nous a imposés quatre candidats LFI, dans deux circonscriptions, et deux candidats EELV. Rien pour le PCF. Le cas de la 3ème circo est édifiant : le candidat LFI, inconnu jusqu'ici, avait pour remplaçante la cheffe d'un groupe d'action local qui n'a jamais fait mystère de son anticommunisme ni de son anti-CGTisme ; elle s'est d'ailleurs fait surprendre pendant la présidentielle en train d'arracher des affiches de Fabien Roussel. Pour les législatives de cette circonscription qui compte une ville longtemps gérée par des communistes, Romilly-sur-Seine, les communistes n'ont jamais été sollicités et ils n'étaient clairement pas les bienvenus. Résultat : il a manqué 116 voix au candidat LFI pour se qualifier, peut-être le prix à payer de l'arrogance. Ce même candidat, par ailleurs, n'a pas appelé à voter contre le RN au second tour et n'est même pas allé voter, ce qui pose question quand on prétend vouloir faire revenir aux urnes les abstentionnistes, sans parler de la question d'éthique politique. Mais cette attitude désinvolte risque à terme d'envoyer dans les bras du RN, qui s'est installé confortablement à l'Assemblée nationale, des électeurs qui n'ont eu que des solutions très évasives à leurs problèmes : manque de soignants, d'enseignants, de train, d'emplois, de ressources, de sécurité. Et tout cela va s'aggraver à la rentrée du fait des crises.

Il serait donc très dommageable que le PCF soit associé silencieusement à une gauche sociale-démocrate, adepte de la politique spectacle et du buzz médiatique, d'autant plus qu'il a été contraint de disparaître dans 500 circonscriptions et en particulier dans des circonscriptions qui lui étaient acquises, pour le plus grand profit de LFI. Un des résultats de ce qui a été présenté comme un coup de maître par la presse, mais pas seulement, est pourtant que l'abstention a augmenté, et que la gauche est restée faible et surtout peu représentative de la classe ouvrière. Il est donc urgent de remettre en mouvement et en lumière l'esprit de la campagne présidentielle de Fabien, à savoir la capacité de parler à l'ensemble de celles et ceux qui ont intérêt au changement, partout où ils vivent sur le territoire, quelle que soit leur condition sociale et sans céder un pouce au communautarisme ; urgent aussi de mettre un terme à ce confusionnisme qui permet de laisser croire qu'un mouvement sans démocratie interne serait l'équivalent, en plus moderne, d'un parti avec démocratie interne, que la politique se ferait plus efficacement chez Hanouna que sur le lieu de travail, ou, comme on l'a entendu, que le programme de LFI serait celui du PCF à 95%. Il est dans ce cas vraiment urgent de redéfinir ce qu'est le communisme et la critique marxiste du capitalisme, par exemple grâce à une campagne de formation économique dans les fédérations. Nous avons d'ailleurs pensé, dans l'Aube, qu'un livret expliquant le plus clairement possible ces notions de base ne serait pas inutile pour les nouveaux adhérents, mais pas seulement. La Fête de l'Huma pourrait aussi être un lieu de débat populaire avec, entre autres, des économistes du parti puisque la rentrée s'annonce dramatique avec la crise des services publics, l'inflation galopante, la trop faible augmentation des salaires et des pensions, et la récession qui s'annonce. Enfin, il faudrait profiter du regain de visibilité du parti dû à la campagne très populaire de Fabien pour diffuser, à l'intérieur et à l'extérieur de la Nupes, nos solutions face aux crises et recréer une dynamique, sans entrave cette fois-ci.

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne – Non communiquée

Annie Lévi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle – Non communiquée

Patrice Bessac – Seine-Saint-Denis

La mission de notre génération

La réunion de notre Conseil national est très importante car il s'agit de convoquer le Congrès du Parti communiste français à l'heure où la grande histoire frappe à la porte de notre pays et du monde.

En ce moment, ma réflexion politique se concentre autour de cette citation de Franz Fanon, « Chaque génération doit, dans une relative opacité, affronter sa mission : la remplir ou la trahir ». Quelle est notre mission ? À quelle tâche l'histoire nous appelle-t-elle ?

À mes yeux, le contexte actuel est marqué par trois grandes données incontournables.

Un, le système en crise brutalise le peuple. Les effets sociaux de l'inflation sont majeurs. Les services sociaux municipaux et les associations voient une hausse conséquente des demandes d'aides alimentaires. Le plus dur est devant nous. Nous devons organiser le combat.

Deux, le changement climatique menace partout et tous le monde. Nous sommes sur un volcan. Le compte-à-rebours est enclenché.

Trois, ici comme ailleurs, le système est prêt à intégrer l'extrême-droite à ses calculs de sauvegarde. Je me souviens de cette première formation de base reçu par un historien communiste qui rappelait ce cri de la bourgeoisie en 1936 : plutôt Hitler que le front populaire ! Nous y sommes : le processus visant à l'intégration politique de l'extrême-droite au gouvernement du pays a commencé.

À partir de ces trois données essentielles, je distingue pour ma part quatre fractures.

Première fracture. Nous ne sommes pas seulement dans l'Anthropocène, c'est-à-dire une époque géologique caractérisée par l'avènement des humains comme principale force de changement géophysique. Nous sommes dans la Capitalocène. Le désastre présent est le produit d'un système social qui porte un nom : le capitalisme. La destruction du vivant est le mode de fonctionnement standard du capitalisme.

Deuxième fracture. Nous n'avons pas le temps d'attendre. Les discours lénifiants sur la sensibilisation de la jeunesse masquent mal nos renoncements. Ou encore l'épuisant « chacun-e fait à son échelle ». Stop. Le problème est beaucoup plus simple : un programme d'action gouvernementale doit être écrit à partir de l'échelle où se pose les problèmes. Nous devons à court terme, dix ans, planifier la bifurcation du système. Et à cette échelle, concrète, les problèmes de choix d'investissement, d'orientations en matière d'énergie, d'industrie, deviennent plus simples et évidents.

Troisième fracture. L'ère de l'individualisme, la disqualification de l'effort collectif est l'une des victoires du capitalisme libéral. Et l'une de nos impasses. Nous le voyons par exemple à l'hôpital ou dans l'éducation nationale, sans soutien aux grandes missions d'intérêt général, sans soutien réel aux valeurs collectives et à l'engagement des professionnels du service public, l'effondrement est possible. Cette ère de l'individualisme est celle de l'anesthésie des forces collectives et de la politique-spectacle. Il n'existe aucun raccourci. Il faut en finir avec l'illusion médiatique. Sans pensée, sans travail, sans formation, en d'autres termes sans stratégie politique, nous sommes condamnés à l'insignifiance.

Quatrième fracture. Ce que l'on appelle communément la gauche et les écologistes sont condamnés à s'unir. Ou à périr. Et avec eux l'espérance. S'unir pour réussir. La solution est dans ce camp, et nulle part ailleurs. Une union véritable, honnête est possible. Si réellement nous pensons que notre monde est en danger, si réellement nous pensons qu'il existe dans l'avenir un risque en France d'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir alors nous devons créer sans attendre les conditions pour poursuivre l'effort de rassemblement amorcé avec les élections législatives pour, le temps venu, donner à la France le gouvernement de toute la gauche sociale et écologiste. La logique d'affrontement doit céder la place à la logique d'inclusion. Nous devons dès maintenant rassembler les résistances sociales, préparer l'après-Macron et plus encore la rupture d'avec l'ère du capital.

Clara Gimenez – Hérault – *Non communiquée*

Gilles Ravache – Haute-Savoie

Une remarque avant d'en venir à mon intervention.

Nous sommes dans une période instable, qui sera mouvante tant l'actualité va vite comme l'a souligné Fabien Roussel dans son rapport introductif à nos travaux. La direction nationale, le

Conseil national, vont avoir le rôle de fixer notre attitude dans ces circonstances, en attendant le congrès en avril 2023. Je ne pense pas que nous puissions nous payer le luxe de ne pas réunir le CN avant octobre, dans trois mois.

Mon propos concerne la préparation du congrès.

Nous avons à prendre des mesures indispensables pour susciter, alimenter, nourrir la réflexion des camarades. L'effort à produire est important. Les trois dernières années, avec la crise Covid, ont abîmé la vie de nos organisations en empêchant les réunions. Ces réunions qui font progresser notre intelligence collective, qui sont traditionnellement marquées d'une culture du débat qui caractérise notre conception du Parti.

Dans notre responsabilité de direction nationale nous avons donc à prendre les initiatives et les moyens d'encourager à engager le débat avec toutes et tous les adhérents.

Il ne suffira pas d'inviter à tenir des assemblées. Pour qu'elles réunissent le plus grand nombre nous devons mettre en appétit, leur donner des objectifs, voire les inscrire dans une construction afin d'assurer qu'elles auront des suites.

Le principe de construction du Congrès est la recherche du commun, la construction jusqu'au bout de l'accord le plus large possible. Nous le savons, cela ne va pas de soi.

Les modalités de préparation du Congrès permettent ce travail de construction commune mais elles peuvent aussi conduire à bloquer ce processus.

La confrontation de plusieurs textes peut aboutir à figer les débats en imposant aux communistes de se rallier à l'un ou l'autre. De plus ces textes différents sont généralement élaborés par des responsables du Parti. Ceci les pousse à défendre le texte qu'ils ou elles soutiennent, alors que leur rôle est de fournir aux communistes tous les éléments du débat pour leur permettre de se forger leur avis et d'évoluer dans leur point de vue au cours des discussions collectives.

Je pense donc indispensable que nous prenions des initiatives permettant que la base commune soit le fruit du travail collectif à engager maintenant et soit réellement une base de travail pour la dernière phase de préparation du Congrès, qu'elle soit bien commune.

Pour cela nous devrions ouvrir sans attendre un espace de recueil des contributions, de collecte des comptes-rendus des réunions, mais aussi une bibliothèque de travaux existants qui peuvent nous enrichir. Dans le même sens, direction nationale, nous avons la responsabilité de donner l'exemple, de donner à voir nous-mêmes une manière de débattre qui écarte l'opposition de positions figées pour privilégier la discussion constructive et évolutive.

Ne faudrait-il pas que chacune et chacun d'entre nous s'engage à écrire ses idées pour illustrer le fait que la construction collective appelle un effort de réflexion personnelle ?

Ne faudrait-il pas que nous consacrons un temps de travail du Conseil national en ateliers pour creuser les thèmes que nous estimons cruciaux et qui devraient être l'ordre du jour du Congrès ?

J'ai bien conscience que ces propositions ne sont pas nécessairement les bonnes, mais je crois indispensable que le CN donne à voir la manière d'engager la préparation du Congrès, pas seulement dans les mots, mais surtout par une pratique du débat qui permette de progresser ensemble.

Berivan Firat – Val-de-Marne

Où mieux qu'ici, je pourrais commémorer ce 2 juillet, le massacre de la ville de Sivas où 33 intellectuels, écrivains, artistes Alevites ont été brûlés vifs dans l'hôtel Madimak.

Sous les cris de joie, de Allahu Ekbar des islamistes, avec la complaisance des autorités turques, (qui refusaient d'intervenir malgré les appels aux hauts responsables des futures victimes.) Ces personnes coincées dans l'hôtel sont mortes.

Demain, 3 juillet il y a le 5ème congrès du HDP, parti démocratique des peuples encore une fois montré comme cible par Erdoğan pas plus tard qu'hier.

Je précise qu'il y a une délégation de notre parti du PCF qui sera sur place mais il est quand même important de rester vigilant vu la situation du contexte politique

Je voudrais remercier Fabien Roussel pour avoir cité dans son introduction l'élargissement de l'OTAN au détriment du peuple kurde, mais je voudrais surtout demander à l'exécutif national de

prendre, résolution/publier une déclaration en vue de renforcer les propos écrits consignés par Pierre Laurent et Jean-Paul Lecoq.

Il est inadmissible que des tractations soient menées sur le dos du peuple kurde qui déjà en 1916 ont été victimes, débouté de leurs droits dans le cadre de l'accord Syse -Picot.

Sachant que Picot était un diplomate français donc à agir au nom de la France.

De ce fait, dans le cadre d'une dette historique envers les Kurdes, il est temps de dénoncer qu'à chaque fois qu'il y a une tractation que le nom des Kurdes soit aussi facilement utilisé comme monnaie d'échange surtout qu'il faut mettre en avant que les Kurdes se sont dressés contre l'État islamique en combattant aussi pour nous et ils ont perdu plus de 12000 des leurs.

Il est primordial que dans le cadre du 39ème congrès de notre parti qui aura lieu au mois d'avril, qu'une résolution soit votée afin de missionner nos militants à mener des campagnes pour la liberté du peuple kurde et pour cela des listings du PKK et d'Abdullah Öcalan (retrait de la lutte des organisations terroriste).

Comme vous le savez Erdoğan utilise à chaque fois ce prétexte de terrorisme pour s'attaquer aux kurdes et pour violer les droits fondamentaux du peuple kurde en menant des incursions, des opérations en dehors même de son territoire.

Alors que vous savez que les Kurdes n'ont pas eu d'autres alternatives que de devoir prendre des armes pour défendre leurs droits fondamentaux.

La liberté d'expression, la liberté d'agir, la liberté de mener une lutte démocratique n'est pas permise aux Kurdes. Vous le voyez dans l'exemple du HDL, le Parti démocratique des peuples dont les maires, les élus, les députés ont été déchu de leur fonction arrêtés et incarcérés.

Il est temps comme ce fut pour Nelson Mandela et le FLNC que les communistes, surtout les jeunes communistes mènent une campagne pour légitimer au niveau européen, Étatsunienne, la lutte du peuple kurde et pour aider les kurdes à sortir de la liste terroriste.

C'est avec la solidarité active qu'on peut réussir à stopper les appétits des barons de guerre.

Il est temps que ce soit écrit et acté lors de notre 39ème congrès.

Jacques Maréchal – Moselle

Discussion générale

La séquence électorale se termine elle nous renseigne sur la réalité de notre pays : 12 candidats à la présidentielle et 12 millions d'abstentionnistes. Cela montre, une fois de plus, qu'une grande partie de la population voire une majorité si on parle des élections législatives, considère que la politique n'est pas un objet utile pour répondre et résoudre leurs nombreuses préoccupations. Et si cette question n'est pas traitée à l'échelle du pays le RN continuera à progresser et sera en capacité de gagner. En Moselle, l'écart entre Macron et Le Pen au second tour en 2017 était de 75000 voix il est tombé à 4563 voix cette année. Ces chiffres sont révélateurs. L'abstention touche principalement les classes populaires. D'ailleurs la présidentialisation de la vie politique contribue à l'alimenter. Si rien ne bouge à gauche, le RN peut gagner dans 5 ans. Nous avons donc besoin de prendre la mesure de cette situation et la préparation du congrès pourrait engager le parti pour lui donner la capacité de travailler la dynamique nécessaire pour construire une majorité alternative qu'évoquait Fabien dans son rapport. Dans cette période, il y a donc besoin de prendre la mesure de la situation de notre pays et de toutes ses fractures et d'en mesurer les conséquences sur la vie sociale et politique. Avons-nous la prétention en tant qu'organisation de prendre la juste analyse de tout cela ? Je pense que nous pourrions organiser des auditions publiques de chercheurs, de militants, de sociologues pour nous aider à prendre l'état réel de notre pays. Nous pourrions également initier une consultation populaire pour interroger sur quelques grandes questions en donnant la parole en particulier aux gens qui nous regardent et qui s'intéressent à nous.

Nous avons aussi besoin et la possibilité de nous appuyer sur la richesse que constitue les communistes et leur diversité. Notre forme d'organisation doit mieux valoriser l'apport de ses adhérents de façon individuelle et collective. Être adhérent cela donne non seulement des droits mais cela donne aussi une possibilité de réfléchir, de décider et d'agir ensemble. La délibération collective que permet notre vie démocratique doit être valorisé comme un élément essentiel de

l'activité pour agir concrètement sur les questions concrètes comme pour le changement de société. Les nouveaux adhérents que nous accueillons en Moselle sont heureux de trouver un cadre collectif pour se mettre en mouvement leurs convictions. On a besoin de donner du sens à la forme parti, outil essentiel pour la démocratie et là l'action pour le changement de société. Organisons en premier lieu, une grande consultation des communistes Cet outil politique doit investir ce cadre unitaire pour faire grandir le rassemblement et le faire gagner. Et cela suppose d'investir la Nupes localement dans un cadre national que nous devons établir. Je regrette que le rapport de Fabien ne contienne aucune proposition concernant la Nupes et des pistes e travail pour que partout on crée par exemple des comités locaux de la Nupes. Les communistes seront perçus comme une force utile s'ils contribuent concrètement à faire grandir ce rassemblement. Des forces sont disponibles pour élargir cette construction. Nous savons que ce monde va mal et il y a besoin de faire grandir des alternatives. Pour reprendre la formule connue, un autre monde est non seulement possible, il est également nécessaire. Si nous prenons des bonnes décisions, cet autre monde est à notre portée.

Sur la fête de l'Humanité :

Les deux années que nous avons traversé pèsent sur la préparation de la fête de l'humanité. En Moselle, quelques centaines de personnes montent à la fête avec les bus organisés par les communistes. A ce jour, nous constatons la nécessité de renouveler et d'élargir la participation à la fête. La fédération a décidé d'éditer un flyer à 4500 exemplaires pour présenter la fête et indiquer les modalités concrètes pour s'y rendre. Lors d'une première diffusion lors de la marche des fiertés, nous avons, en effet, constater qu'une majorité de participants ne connaissaient pas la fête de l'Humanité. Cette démarche va se poursuivre durant tout l'été notamment dans les festivals et lieux fréquentés par les jeunes. Avec le recul, nous constatons que la fête de l'Huma permet au parti d'entrer en relation avec de nouveaux contacts notamment des jeunes et cela est essentiel pour élargir nos réseaux.

Sur le budget du CN

Ce budget montre que les financements du parti reposent essentiellement sur l'apport des adhérents. Il faut y attacher une plus grande importance. En Moselle, les adhésions réalisées ces dernières années dégagent des ressources supplémentaires. Cette singularité nous distingue des autres forces politiques. Elle est aussi un élément essentiel de la démocratie. En effet que penser des mouvements qui se financent l'essentiel de leur activité par les fonds publics sans avoir de fonds propres apportés par les adhérents ? Dans le monde associatif, il est très difficile voire impossible d'obtenir des fonds publics sans apport propres. La législation sur le financement des partis politiques devrait évoluer pour exiger un apport minimum des adhérents. Notre cotisation et son mode de répartition en 3/3 permet à nos organisations d'avoir les moyens de mener des actions et des concrètes. Lors de l'accueil des nouveaux adhérents à la fédération, nous leur montrons que nos moyens techniques permettent à toutes les sections de prendre des initiatives en toute autonomie à partir de la préoccupation et des décisions des adhérents. Les questions financières sont aussi des questions politiques qui méritent d'être débattues plus souvent y compris lors des congrès. Payer une cotisation donne des droits.

Françoise Engler – Ariège

Tout d'abord, je voudrais dire que j'ai beaucoup apprécié le rapport d'introduction de Fabien Roussel que je partage. En effet, celui-ci comporte tous les éléments dont nous avons pu discuter lors de la dernière assemblée générale des communistes ariégeois il y a quelques jours à peine. Durant les élections législatives, nous nous sommes engagés dans le respect du pacte de la Nupes, et ceci sur les deux circonscriptions du département avec la particularité d'avoir deux candidats sortants LFI. Sur la ère circonscription, Bénédicte Taurine a été réélue largement face à la candidate de LREM mais un recours déposé par le candidat RN (qui avait un écart de 8 voix avec la droite) risque fort de provoquer l'annulation du vote et nous obliger à retourner aux urnes dans quelques mois.

Sur la 2ème circonscription, Michel Larive a été battu par le dissident PS Laurent Panifous très fortement soutenu par Carole Delga, présidente de la Région Occitanie et l'appareil PS ariégeois, avec le soutien officiel du candidat macroniste, battu au premier tour.

Les camarades se sont engagés dans cette campagne avec plus ou moins de bonheur mais nous avons été présents lorsque nécessaire, ce qui nous a permis d'être reconnus pour ce que nous sommes et faire des adhésions et des ré-adhésions de camarades qui s'étaient éloignés.

Aujourd'hui, nous avons bien l'intention de garder notre autonomie d'action face à la FI ariégeoise qui tout en rencontrant des divisions internes, lancent des tentatives d'hégémonie sur les différentes organisations politiques engagées dans la Nupes. Cela n'est pas acceptable pour les communistes qui se disent prêts à agir avec toutes les composantes politiques de la Nupes, sur des sujets précis mais avec la ferme intention de garder leur autonomie de pensée et d'action !

La JC renaît également nous donnant beaucoup d'espoir pour le renforcement et le rajeunissement de notre parti. Notre engagement dans cette campagne s'est basé sur le combat contre le vote extrême droite, et contre l'abstention. La belle campagne réalisée pour la présidentielle avec notre candidat Fabien Roussel à qui j'adresse une invitation pour participer les 22 et 23 octobre prochains à la fête des communistes autour de notre hebdomadaire « Le Patriote ». La campagne de la présidentielle a redonné dynamisme et dignité aux militants et aux sympathisants du comité des Jours heureux !

Notre dernière AG (le 28 juin dernier) a réuni des camarades qui ont envie de s'investir autour des campagnes proposées (Pouvoir d'achat, Santé, Services publics, réindustrialisation...) pourquoi pas des actions « gilets rouges » mais aussi engagements concrets dans les actions syndicales (pour l'hôpital et notre système de santé en général) où les conditions de travail des soignants sont extrêmement dégradées et les besoins des patients de plus en plus criants.

Un sujet qui a également marqué et pour lequel nous voulons nous investir est celui de la Paix en relation avec le Mouvement de la Paix, Couserans Palestine, et la CGT, avec un réel besoin de formation, d'éducation populaire, convaincus de la pertinence de la réflexion partant de la situation internationale très inquiétante pour les habitants de notre planète (guerre en Ukraine, catastrophes climatiques, famines et migrations massives) et la montée des idées xénophobes et racistes qui montent de toute part et s'ancrent dans notre quotidien.

Merci à Igor pour l'envoi du calendrier de préparation du 39ème Congrès qui va nous donner les repères pour travailler à notre participation active et à sa pleine réussite.

Pierrie Annoot – Hauts-de-Seine

Quelques remarques sur la séquence et suite au rapport d'introduction, sur la lutte contre l'extrême droite et le rassemblement avec la Nupes.

Nous reconnaissons maintenant le score historique du RN et son danger. C'est ce danger qui avait poussé un certain nombre de communistes à proposer une candidature unique de la gauche. J'avais pourtant entendu ici en CN à l'automne, que le haut score du RN dans les instituts de sondages était factice pour faire peur. Il s'agit donc bien d'une réalité.

Au sujet de la lutte contre l'extrême droite, oui, il ne faut pas opposer métropoles et ruralité.

Il y a bien plus de commun que de différences entre la France des ronds points et celle des banlieues métropolitaines. En terme de recul des services publics, d'abandon de l'État, de chômage et aussi de désindustrialisation.

A Gennevilliers quand de grandes entreprises comme Chausson ont fermé à la fin des années 90, ce sont plusieurs milliers d'emplois qui ont été supprimé dans une ville de 40 000 habitant·e·s.

Il faut approfondir notre analyse. Pourquoi avec des situations similaires, les citoyens de ces territoires ne tirent pas les mêmes conclusions et votent différemment.

Autre remarque a propos des éléments de réflexion de François Ruffin souvent repris.

Beaucoup de choses intéressantes, mais une limite : la dimension raciste du vote pour l'extrême droite est complètement absente des analyses.

Or, elle n'est pas l'unique déterminant mais est structurante. D'autant plus après une campagne d'Eric Zemmour qui a installé des thèmes comme la « peur du grand remplacement », version

française du suprémacisme blanc venant des États-Unis et dans un pays qui n'a pas encore tout réglé avec son passé et sa culture coloniale.

Il nous faut approfondir ces questions. Car on voit bien que deux méthodes de luttes contre l'extrême droite se dégagent et que celle qui s'affirme dans notre parti consiste en gros à dire « fâché mais pas facho ». A dire que les colères des électeurs RN sont légitimes mais qu'ils se trompent de bulletins de vote. Partant de ce constat, cela amène à parler immigration, sécurité, violence, lutte contre l'Islam, plutôt que de construire un discours et opposer une culture de gauche sur les questions sociales, luttes contre les discriminations, stigmatisation de l'extrême droite. Doit-on concentrer nos forces pour s'adresser aux électeurs RN, pour l'essentiel constitué d'anciens électeurs de droite, ou pour s'adresser et mobiliser les abstentionnistes ?

Or, depuis 20 ans, tout montre que chaque fois que l'on va sur les thèmes du RN croyant lui contester son électorat, on ne fait que renforcer son poids et légitimer son discours.

Si on regarde d'ailleurs les scores de Ruffin, cette stratégie éprouve ses limites. Il fait 73% dans les quartiers populaires d'Amiens et ses meilleurs scores dans les villes communistes ou de gauche de la métropole amiénoise. Je suis enfin stupéfait de la vitesse à laquelle avance la normalisation du RN comme allié de la droite et de la macronie. Ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale ne constitue pas une simple « bataille de place », mais bien la constitue potentielle d'un seul bloc bourgeois et réactionnaire avec une droite qui a définitivement ranger le gaullisme au placard pour en revenir au pétainisme.

Dans ces conditions, restons groupés. La Nupes constitue un point d'appui non négligeable, a levé un espoir et répondu à la demande de rassemblement des électeurs de gauche. Elle nous a évité une catastrophe qui aurait pu être totale au parlement si nous étions désunis.

La première force qui s'en affranchira se marginalisera politiquement.

Dans ses conditions la résolution proposée au CN est surprenante. La Nupes est à peine mentionnée, on ne parle que de nous, enfermé dans un couloir parallèle. Elle appelle à la création de comités d'actions alors que dans de très nombreux endroits des comités locaux de la Nupes existent déjà ou se construisent. Le débat ce n'est pas le PCF ou la Nupes. Ce sont les deux. Comment le PCF est utile à faire grandir ce qui a commencé jusqu'à gagner une majorité.

La ligne de différenciation permanente avec JL Mélenchon ne peut continuer à être l'unique boussole du PCF.

Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne

Le pire dans une situation politique donnée, c'est de vouloir s'exonérer du réel !

Tout d'abord, non les Français n'ont pas voulu d'un rassemblement de la gauche, il suffisait de regarder le très haut taux d'abstention et le résultat de l'extrême droite à l'élection présidentielle pour le savoir. Les Français sont pragmatiques ils veulent avant tout du changement : pouvoir vivre de leur travail, sortir de la précarité, protéger les siens et la planète, alors qu'ils sont 12 millions à vivre sous le seuil de pauvreté, soit 12,46% de la population. Cet espoir de changement était seul, incarné par le vote pour la candidature communiste, portée par Fabien Roussel, et le programme des Jours heureux. D'ailleurs, les médias au service de la classe dominante, ne s'y sont pas trompés, servant en non-stop, la soupe à une nouvelle forme de sociale démocratie communautariste et populiste, qui ne cesse de s'adapter au système ! Adaptable jusqu'aux trahisons dont elle est coutumière, méprisant ses partenaires qu'elle maltraite jusqu'à les contraindre dans un accord de circonstance, en niant de fait, le poids réel du PCF pour mieux l'effacer ! La mascarade institutionnelle atteignant son paroxysme avec une supposée cohabitation, qui n'aurait apporté aucune réponse à la crise du capitalisme, jouant le scénario de la pédagogie du renoncement, ce qui aurait été de nouveau mortifère pour les travailleurs ! Le peuple de gauche, a donc déserté les urnes, parce qu'il sait, que l'espoir ne passe pas par les rassemblements d'en haut et les états-majors déconnectés des luttes. Il ne veut pas d'une énième union de type lutte des places, il ne veut pas de rassemblement de façade, il cherche en réalité une organisation capable de le rassembler pour ses intérêts de classe, dans le seul but de changer ce système. Croire que la Nupes, pouvait, ou pourrait, répondre à cette inspiration de changement radical, quand on sait que le capitalisme n'est pas

réformable, est donc un leurre. Le deuxième tour des législatives est alors sans appel, l'abstention culmine, Macron est certes affaibli, mais la droite et l'extrême droite restent dominantes, cette dernière progressant dangereusement avec 89 fascistes, faisant rentrer ainsi, la peste brune à l'Assemblée, et la gauche reste beaucoup trop faible. La bourgeoisie peut donc dormir tranquille ! Dans ce clair-obscur, et grâce à la très belle campagne de terrain pour la présidentielle, qui a été un point d'appui essentiel pour les législatives, nous conservons un groupe renforcé à l'Assemblée, c'est une bonne chose pour le relais des luttes, mais il doit impérativement garder son autonomie, sa capacité d'action propre et être force de propositions. Néanmoins, le Parti en contractant cet accord qui l'a soumis et le contraint, a aussi perdu en visibilité dans de trop nombreuses circonscriptions, ce qui de facto, va nous mettre en difficulté pour les élections futures. C'est pourquoi, si le Parti veut s'adresser réellement aux classes populaires qui s'abstiennent, dans un contexte d'accélération de la décomposition du capital et des guerres impérialistes en cours, il doit se redonner les moyens de porter une véritable analyse de classe, sur les grandes questions qui concernent le monde du travail, la ré-industrialisation, les modes de productions, la souveraineté énergétique...mais aussi sur le devenir de l'humanité, et de la paix dans le monde, paix menacée par l'OTAN, véritable bras armé de la classe dominante. Tout cela, doit être au cœur de nos prochains débats, afin de redonner les outils indispensables au combat idéologique, qui nous permettrons de porter un véritable projet de société en rupture avec le capitalisme, d'autant que cette période qui s'ouvre sans élection, nous libérera du temps, loin de l'écueil des manœuvres électoralistes. Cela nous permettra de nous reconcentrer sur l'essentiel, sur nos batailles pour l'emploi et le pouvoir d'achat, mais aussi sur notre organisation, son renforcement, et son développement, notamment au travers des cellules d'entreprises, l'ouverture des travaux du Congrès devrait nous y aider, donnons-nous, donc le temps du débat et de l'élaboration collective, pour un 39ème Congrès qui soit à la hauteur des défis qui nous sont posés, tant pour notre peuple, que pour notre Parti !

Adrien Tiberti – Paris

Il est important de tirer le bilan de la séquence ouverte il y a 13 mois par notre Conférence Nationale. Nous avons décidé d'avoir un candidat à la présidentielle et de construire le rassemblement de la gauche aux législatives. Nous l'avions dit et nous l'avons fait. Il faut le souligner car ce n'est pas toujours le cas.

Les objectifs que nous nous étions fixés ont été remplis : nous avons réinscrit le Parti dans le débat public national, nous avons fait émerger une figure nationale populaire et écoutée en la personne de notre secrétaire national Fabien Roussel et nous avons réussi le rassemblement de la gauche. Ainsi après de longs débats et une double campagne éprouvante, nous pouvons nous dire que ces débats ont été productifs et que notre choix d'avril 2021 a été le bon.

Mais la nouvelle situation politique est lourde d'enjeux graves et importants. En effet nous sommes engagés dans une véritable course de vitesse face à la droite en pleine recomposition avec l'intégration possible de l'extrême droite dans ce camp.

Or la gauche est basse. Elle ne dépasse pas, ni à la présidentielle ni aux législatives, l'étiage atteint en 2017. L'unité réalisée aux législatives permet d'atteindre près de 400 seconds tours et d'élire 150 députés mais il n'y a pas d'élargissement du socle électoral de la gauche.

Il est frappant de constater que l'arc de force prévu par la fondation Terra Nova pour le PS il y a 15 ans est bien celui de la gauche aujourd'hui. Or la gauche ne peut pas gagner sans réunifier tout l'électorat populaire. De ce point de vue des prises de positions gauchistes comme « la police tue » coûtent cher. Pour l'avenir, il faut bien sûr poursuivre le rassemblement à gauche mais il faut aussi poursuivre le débat à gauche et y gagner la bataille d'idées pour permettre à la gauche d'être majoritaire.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Comme le rappelle le projet de résolution nous sommes dans une situation complètement inédite, je partage cette analyse et je pense qu'il est indispensable d'approfondir cette réflexion.

Dans cette situation singulière, il est absolument nécessaire de s'inscrire dans une dynamique d'espoir pour changer la vie. Je pense que toutes nos prises de positions doivent s'inscrire dans cette optique et ne jamais donner le sentiment que nous n'en sommes pas, où pas vraiment. Car comme le rappelle la résolution nous devons affronter d'immense défis. Parmi ceux-ci je pense qu'il y a celui qui est essentiel à la mobilisation populaire, recréer de l'espoir, de l'espoir dans la possibilité de changer la vie. Ceci dans une situation où le poids de l'extrême droite est de plus en plus important et inquiétant pour l'avenir. Il faut combattre pied à pied ce qu'il porte comme divisions de ceux qui sont exploités et qui ont des intérêts communs. Ainsi, je pense qu'il n'y a pas d'un côté des banlieues radicalisées et de l'autre des zones rurales abandonnées. Il y a des salariés, des retraités, des étudiants qui subissent un projet politique qui vise à poursuivre la transformation libérale de notre société qui individualise chaque question de la vie qui favorise le transfert des produits du travail vers le capital de façon accrue et qui crée de la désespérance terreur du RN et de l'abstention. La Seine-Saint-Denis est le département de métropole qui cumule les plus grandes inégalités, désindustrialisation violente, très bas niveau de revenus, (près de 30 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté), services publics de la santé, de l'école, de la justice, de la police complètement sous dotés (je vous renvoie au rapport Cornu Gentil à ce sujet).

Certes l'abstention y est très importante parce que beaucoup de nos concitoyens ont intégré l'idée que ce n'est pas la politique qui les sortira de la situation dans laquelle ils sont.

Mais toutes les circonscriptions, les 12 ont été emportées par un candidat de la Nupes dont 2 communistes, ceci alors que la sociologie du département et la force de l'abstention auraient pu conduire à une forte poussée du RN. Il y a besoin d'y réfléchir collectivement.

Bien sûr, il y a en Seine-Saint-Denis des élus communistes, des maires, des conseillers départementaux, une force militante qui représente un point d'appui politique et idéologique. Mais la caractéristique des dernières années était une érosion de ces points d'appui, la perte de villes PC et PS au profit de la droite, puisque maintenant la moitié des villes du département est dirigée par la droite.

Le rassemblement de la gauche à l'occasion d'une élection nationale a permis de recréer l'espoir qu'il se produit du positif pour nos vies, a permis de resituer clairement des marqueurs politiques forts sur les choix de fonds, les contenus, sur le clivage gauche /droite.

Ce résultat on l'obtient, y compris, dans des villes que l'on pouvait penser très ancrées à droite, voire à la droite extrême, je pense à Montfermeil, Aulnay ou encore Gagny.

Nous devrions réfléchir à cette situation, nous seulement en Seine-Saint-Denis mais aussi nationalement. À partir de là, je pense qu'il est nécessaire de faire le pari de l'espoir, le pari du succès pour le changement et faire attention à nos prises de positions qui ne peuvent laisser penser que tournons le dos à cette dynamique. Nous devons, à mon sens, considérer le résultat comme un point d'appui.

Parier sur l'espoir, le rassemblement ne veut pas dire se diluer puisqu'une des caractéristiques de ce rassemblement est justement le fait que chaque force conserve son projet, son programme tout en portant collectivement la force du rassemblement.

Je pense que dans ce cadre nous devrions réfléchir aux questions que nous porterons dès cet été.

Certes, sur les revendications qui sont portées par la Nupes comme c'est le cas dans la déclaration mais aussi sur la bataille idéologique en réponse à celle du pouvoir sur l'impossibilité de les mettre en œuvre.

Porter non seulement la réflexion sur le possible de ces changements mais aussi sur le nécessaire de ces changements pour ouvrir la perspective d'une autre société.

C'est ça notre utilité, c'est là que les gens nous attendent.

Sébastien Laborde – Gironde

Je veux d'abord insister sur ce qui va structurer la vie de beaucoup de nos concitoyens, la brutalité avec laquelle la crise économique et sociale s'abat sur des millions de personnes, et la brutalité avec laquelle celle-ci va s'aggraver.

Pour beaucoup remplir le frigo, remplir le réservoir de la voiture devient la première des préoccupations. Nous devons apporter des réponses concrètes à cela qui permette de sortir de cette crise. Ensuite, il faut mesurer la crise politique que nous allons vivre avec une abstention massive et la poussée de l'extrême droite qui est plus que jamais aux portes du pouvoir et un Président de la République qui n'a pas de majorité pour mener sa politique. Profitant de la banalisation de ses idées, aidé par Zemmour, le RN surfe sur le sentiment de déclassement, d'abandon d'une partie du salariat, opposant des fractions de celui-ci entre elles et pas seulement sur des fondements racistes. Il a mené campagne sur les questions de sécurité, d'immigration, mais aussi sur les questions sociales et des inégalités territoriales en n'y apportant pas de réponse mais en dénonçant un état de fait. Les digues républicaines ont sauté, à gauche et pas seulement à droite. C'est aussi le dégagisme entretenu, le rejet de la politique d'Emmanuel Macron qui conduit aux résultats que nous connaissons. Dans ce contexte, l'alliance des forces de gauche au sein de la Nupes nous a permis de gagner des députées de gauche et les 151 députés élus sont une bonne nouvelle. Mais cela n'a enrayer ni l'abstention, ni la faiblesse de la gauche qui est en voix et en pourcentage toujours au niveau de 2017. Il faut analyser avec lucidité ces résultats et prendre les dispositions non pas pour rester ou sortir de la Nupes, la question n'est pas là, mais pour élargir le champ de rassemblements dans de nombreux domaines. Il faut donc élargir, parler des questions qui sont les préoccupations de nos concitoyens, questions sociales, emploi pour répondre aux besoins, développement des services publics et des solidarités. Et il faut s'adresser largement. C'est ce que fait Fabien Roussel et le fait qu'il soit dans les 10 personnalités préférées des français pour 3 instituts de sondage est un formidable point d'appui. Surtout quand on voit qu'on progresse chez les jeunes, chez les ouvriers notamment. Nous devons jouer pleinement notre rôle et le projet de résolution me convient avec peut-être 3 batailles importantes à mener dans ce contexte et parmi nos 10 propositions :

Celle des salaires et pensions et du pouvoir d'achat,

Celle de la crise climatique et énergétique et des réponses à y apporter,

Celle de l'utilisation des richesses produites avec les 140 milliards pour l'emploi, l'égalité des territoires et le climat. Ces 3 propositions me paraissent pouvoir faire l'objet de batailles concrètes et donc de thématiques pour développer les comités d'action que nous proposons dans la résolution.

Evelyne Ternant – Doubs

Nous devons prendre la mesure de l'aggravation sans précédent de la situation qui s'annonce à l'automne, car la crise économique systémique est percutée par les effets de la guerre en Ukraine, l'économie se transforme en économie de guerre. Nos services publics sont au bord de l'effondrement, le pouvoir d'achat en chute libre conduit à des situations de détresse. Le risque de krach financier est réel, de même que la crainte justifiée de désastres climatiques en chaîne. Le projet du pouvoir est incapable d'y faire face : son objectif est de diminuer la dette par la compression des dépenses, tout en colmatant quelques brèches pour calmer les colères: il fera tout pour éviter un deuxième «quoiqu'il en coûte».

Il faut donc préparer une riposte politique à la mesure de la violence de ce qui prépare.

Les élections législatives laissent une situation contradictoire.

L'affaiblissement de Macron, ouvre des opportunités au mouvement social, pour lui imposer des renoncements, en particulier sur l'âge de la retraite.

Mais le renforcement du RN, qui vient de franchir une étape décisive dans sa trajectoire d'accession au pouvoir, peut accélérer l'évolution politique vers un régime autoritaire. Le front républicain ne fonctionne plus. La question nous est posée avec urgence : comment faire barrage politiquement, comment démonter ses mesures sociales en trompe l'œil, comment mener la bataille idéologique sur le fondement national-libéral du projet et contre la préférence nationale ?

La Nupes a permis dans un contexte de rapport de force défavorable à la gauche d'augmenter le nombre de députés avec à peu près le même nombre de voix qu'en 2017. L'accord est inégal, pour ne pas dire inique à notre endroit, les progressions en nombre de députés des uns et des autres en témoignent.

Nous avons certes un groupe autonome avec députés les ultra-marins, mais le seuil d'un groupe

communiste n' a pas été atteint. L'effacement du parti dans plus de 500 circonscriptions est un lourd sacrifice du parti, qui crée un certain malaise parmi les communistes après la dynamique de la Présidentielle. Nos députés doivent leur élection à ce choix politique national, cela mérite qu'en retour il soit tenu compte de ce qui se dit, se pense et se vote dans nos instances.

L'accord de la Nupes n'est pas qu'un accord électoral.

D'abord il est accompagné d'un accord programmatique.

Ensuite il est devenu un fait politique nouveau. Pas seulement parce qu'il y a la visibilité d'un fonctionnement parlementaire, de l'intergroupe, mais parce qu'il y a eu un vote Nupes dans le pays, répondant à une demande d'union de l'électorat de gauche, et lui redonnant l'espoir que la gauche n'était pas finie.

On ne peut pas tourner le dos à cette exigence de rassemblement. Il faut y répondre tout en dissipant les illusions des citoyens et en déjouant les pièges tendus par la stratégie de JLM.

L'illusion, c'est l'idée que le débat de fond serait clos et le programme achevé.

Il y a certes des points d'appui, notamment vis à vis du PS et d'EELV, pour contrer les politiques libérales d'ouverture à la concurrence qu'ils soutiennent (par exemple les TER en Bourgogne Franche-Comté).

Il y a les mesures qui ne font pas consensus et sont reconnues comme telles. C'est un progrès démocratique de ne pas mettre sous le tapis ce qui divise, d'être transparent sur certains désaccords et d'en appeler au débat public et à l'arbitrage parlementaire. .

Il y a enfin le non dit, c'est à dire le doute qu'on peut avoir sur la capacité à réaliser les objectifs sociaux et écologiques sans affronter plus résolument le capital que ne le fait le programme Nupes, dont la conception de transformation sociale et écologique sous-estime la puissance du capital, ses pouvoirs, sa logique, et ses moyens.

Considérons donc le programme Nupes comme le début d'un processus, un appel au débat public, à la confrontation d'idées. Le programme des jours heureux est une base solide pour le faire, en appui des luttes. Il faut développer fortement la formation des communistes sur les contenus pour que ce travail politique de fond se diffuse dans les fédérations.

Le piège à déjouer, c'est le piège stratégique : la volonté de LFI de structurer une nouvelle force, sous sa domination et son pilotage, dans une stratégie d'étouffement des autres composantes, avec une mention spéciale pour le PCF, est évidente. Des actes politiques en témoignent : la personnalisation de la campagne des législatives (atout pour mobiliser sur le premier tour, mais handicap pour élargir au 2ème tour), la tentative sur le groupe unique et maintenant proposition de créer des parlements locaux Nupes, avec porte parolat.

Pressentant les dangers, des communistes sont tentés par la chaise vide.

D'autres risquent de se laisser embarquer dans le recommencement des expériences de dilution, comme celle des collectifs anti-libéraux.

Notre direction doit donc fixer un cadre et aider nos camarades à tenir la ligne de crête pour éviter le double écueil : celui de l'effacement dans la Nupes ou celui de la sortie de la Nupes dans un repli faussement protecteur.

- oui à des espaces de dialogue, d'organisation de débats publics et d'actions communes locales entre les organisations membres de la Nupes.

- Non à une structuration politique de substitution, destinée à préparer la future élection présidentielle.

D'où l'importance de préserver notre autonomie de réflexion, d'expression et d'action, d'où

l'importance de la mise en mouvement des communistes sur les deux propositions faites au CN :

- La bataille sur le pouvoir d'achat avec une perspective large, qui n'est pas seulement un affichage d'objectifs, mais pose la question du « comment y parvenir ».

- L'appel à créer des comités d'action et de lutte, sur des objectifs précis, ouverts non seulement aux forces politiques de la Nupes, mais au mouvement social et associatif et aux mobilisations citoyennes.

L'enjeu pour nous est d'être à la hauteur des défis politiques et stratégiques de cet après élection.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

La situation politique est totalement nouvelle. Cela appelle les communistes à changer profondément leurs réflexes politiques pour faire face à la crise de régime en cours, d'une ampleur que nous n'avons jamais connue.

Évidemment dans quelques mois, nous aurons un Congrès pour tirer tous les enseignements de la séquence écoulée. Mais d'ores et déjà, des décisions essentielles sont à prendre. Entre deux congrès, il revient naturellement au Conseil national de les prendre. Car sinon seules quelques sorties médiatiques solitaires, qui ont d'ailleurs semé le trouble cette semaine, vont incarner publiquement la parole communiste.

Aujourd'hui, nous devons donc dire avec clarté ce que le Parti communiste compte faire dans les mois à venir, qui peuvent être déterminants.

Face aux macronistes en crise deux forces peuvent prétendre à prendre le pouvoir, en 2027 ou avant si l'occasion se présente : l'extrême-droite de nouveau rassemblée autour du RN, ou bien la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Il n'y a pas d'autre option à ce stade. À mon sens, nous devons donc affirmer notre volonté acharnée de faire gagner, très vite, la Nupes.

Dès lors se pose la question des modalités de notre engagement au sein de la Nupes. Des parlements locaux ou assemblées de circonscription se réunissent dès maintenant dans de nombreux territoires, nous devons les investir massivement. Nous avons aussi à mettre publiquement tous les débats, même les plus compliqués, sur la table, afin d'échanger sur les moyens pour la Nupes de l'emporter demain et de transformer la société.

Pour plus de clarté, je fais donc la proposition suivante de réécriture de la résolution (les modifications apportées figurent en couleur) :

Au lendemain des élections législatives, une période de crise inédite s'ouvre en France. Le président de la République est privé de majorité à l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron va désormais **tenter d'imposer son programme sans réelle majorité dans le pays**, en cherchant des accords avec les forces de droite **au Parlement**. Refusant toute **logique d'« union nationale » factice**, les communistes appellent à la mobilisation pour mettre en échec ses projets de régression sociale, et seront constamment force de propositions pour répondre aux **mobilisations populaires**.

Dès lors une course contre la montre est engagée. Face au macronisme en crise, deux grandes forces, entrées en masse à l'Assemblée, peuvent prétendre au pouvoir.

L'extrême-droite, rassemblée autour du RN, compte bien aller au bout de sa stratégie de normalisation. Aidée dans cette entreprise par LREM et LR, Marine Le Pen utilisera ses 90 député·es pour donner tout le poids qui manque encore à son programme raciste et autoritaire. L'extrême-droite est prête, en 2027 ou dès que l'occasion se présentera, à se hisser à la tête des institutions pour mieux les broyer, lentement mais sûrement.

Mais un espoir est né dans cette élection. Contre toute attente la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale s'est affirmée comme première force d'opposition, prête elle aussi, dès que l'occasion se présentera, à gouverner. Les communistes, qui ont une grande ambition pour la France, **veulent tout faire pour précipiter cette prise de pouvoir populaire**. Car le temps presse. **Il s'agit de répondre aux difficultés quotidiennes des Français·es, d'agir en faveur de la paix et contre le réchauffement climatique.**

Les 22 député·e·s communistes et d'outre-mer du groupe de la Gauche démocrate et républicaine – Nupes, présidé par André Chassaigne, sont d'ores et déjà engagé·e·s pour être une force de proposition autonome à l'Assemblée, travailler en collaboration avec les autres groupes parlementaires de la Nupes **ainsi qu'aux côtés du groupe communiste au Sénat**. **La Nupes sera ainsi un précieux point d'appui au Parlement.**

Mais pour gagner demain, il nous faudra aller beaucoup plus loin en levant une dynamique profonde et durable dans tout le pays. Nous voulons rassembler, dans toutes les villes et villages de France, le monde du travail et de la création, toutes les forces déterminées à s'unir au service des exigences populaires. C'est pourquoi nous appelons à constituer sans attendre des comités d'actions de la Nupes pour débattre des urgences dans chaque territoire, résister à toute régression sociale comme le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans, et obtenir des victoires pour changer tout de suite la vie du plus grand nombre.

Dans le même temps, les communistes appellent à remettre en débat publiquement, dans les territoires comme au plan national, les moyens pour la Nupes de changer la société, vraiment et pour de bon. Conventions thématiques, débats publics... A partir du programme partagé présenté aux législatives, confronter sans tabous les points de vue et les différences est la meilleure façon d'élargir et consolider l'alliance face aux chocs à venir. Nous souhaitons y contribuer pleinement, en particulier autour de trois enjeux : réussir une politique de gauche face à la finance ; répondre conjointement aux défis social et climatique ; affirmer la paix dans un monde de guerre et de domination.

Par ailleurs pour agir sans attendre, les communistes formulent 10 propositions pour la France, qu'il est possible de mettre en œuvre dès les prochains mois :

1. Porter le Smic et la retraite minimum à 1 500 euros net (1 923 euros brut), augmenter de 10 % le point d'indice des fonctionnaires, contraindre les entreprises à l'égalité salariale femmes-hommes.
2. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, passer la TVA de 20 % à 5,5 % sur les carburants et taxer à 30 % le résultat imposable des grandes compagnies pétrolières, rétablir l'ISF.
3. Garantir la gratuité totale de l'école et pré-recruter 20 000 personnels d'éducation, rembourser les soins à 100 % et pré-recruter 30 000 personnels de santé pour l'hôpital public.
4. Inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution, **rouvrir tous les centres IVG fermés ces dernières années** et consacrer 1 milliard d'euros à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
5. Non prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de l'Allocation adulte handicapé.
6. Supprimer « Parcoursup », créer un revenu étudiant d'un montant minimum de 850 euros par mois et lancer un plan « Zéro jeune au chômage ».
7. Engager un plan de 140 milliards d'euros pour l'égalité des territoires, l'emploi et le climat : développement du mix nucléaire-renouvelables pour renforcer notre souveraineté énergétique, réouverture des petites lignes SNCF et aller vers la gratuité des transports publics urbains, rénovation thermique de 700 000 logements, création d'un fonds alimentaire pour manger sain et à sa faim, accès au numérique pour tous.
8. Nationaliser de grandes banques privées, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique et conditionner les aides publiques aux entreprises en fonction d'engagements en faveur de l'emploi, des salaires et du climat.
9. Création d'un droit de veto et de contre-propositions des salarié·e·s face aux plans de licenciements.

10. Organisation d'une conférence européenne pour la paix et la sécurité collective et ouverture de négociations pour de nouveaux traités, avec un fonds européen au service des peuples et non de la finance.

Nous serons à l'initiative tout l'été pour aller à la rencontre de nos concitoyen·ne·s avec ces propositions pour le pays, **organiser des actions de solidarité** pour permettre aux familles populaires de manger sain et à leur faim et de partir une journée à la mer, **et nous donnons à toutes et tous rendez-vous à la Fête de l'Humanité les 9, 10 et 11 septembre prochains** pour partager un moment festif et engager en grand le débat politique sur l'alternative à construire avec toutes les forces vives du pays.

Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis

Nous sommes face à une crise démocratique et politique d'ampleur qui a démarré avant le 19 juin. Les scrutins de 2022 ont été marqués par une colère forte contre Macron et son projet. À 4 reprises, les citoyens ont marqué ce rejet et ont même fait le choix de subvertir les institutions de la 5^e république en refusant de donner une majorité à Emmanuel Macron. C'est une première depuis la mise en place du quinquennat et l'inversion du calendrier.

Face à cette situation, Macron avait le choix du pire ou du meilleur. Et clairement il fait le choix de la défense du capital au risque de mettre en danger la république. Il fait le choix du pire en s'alliant, dans les votes, aux républicains et tacitement au rassemblement national, comme le montre l'élection des 2 VP RN au sein de l'assemblée nationale.

Je me permets d'ailleurs d'ouvrir une parenthèse ici. Je suis étonnée de la faiblesse de notre réaction suite au discours tenu par le doyen de l'assemblée nationale faisant l'apologie de l'Algérie Française. La lutte contre l'extrême droite passe par la lutte contre le révisionnisme. Ne pourrions prévoir une initiative symbolique le 5 juillet, 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Je ferme ici la parenthèse.

La situation inédite que nous vivons interroge sur le rôle du PCF. Plus que jamais le PCF doit se fixer comme objectif de travailler à la transformation sociale à partir des leviers et des contradictions qui existent dans la société afin de rendre cette exigence majoritaire.

Avec cet objectif, il nous faut analyser où sont les points d'appuis pour cela.

Pour le dire autrement, dans le contexte, est ce que la Nupes est pour d'appui pour atteindre cet objectif aujourd'hui?

Pour donner mon avis dans le débat, je pense que oui !

Avec près de 400 second tours en présence de la Nupes et l'élection de 151 députés, nous sommes désormais dans une situation politique nouvelle par rapport à 2017 où nous ne comptons que 67 députés de gauche au sein de l'assemblée. La possibilité de plus que doubler le nombre de députés au sein de l'Assemblée nationale était impensable il y a encore 9 mois.

Aujourd'hui la Nupes est une vraie force d'opposition au sein de l'assemblée, pour ne pas dire LA force d'opposition.

Et face à face cette situation, LREM ne s'y trompe pas au travers du débat des partis anti-républicains que représenterait la France insoumise et le rassemblement national. A travers ce débat, LREM cherche à diviser la Nupes. Disons le clairement, les seuls partis anti républicain sont les partis d'extrême droite qui remettent en cause les fondements de notre république "Liberté, Egalité, Fraternité". Nous ne pouvons pas accéder que les partis qui tentent de s'opposer à la domination du capital soient traités d'anti-républicain.

Personne ne peut le nier, la Nupes a créé un espoir qu'il nous faut désormais étendre. Il serait mortifère aujourd'hui de réduire la Nupes à un accord électoral, de ne pas participer à lui donner une réalité sur les territoires.

Si je partage, comme Fabien Roussel, la nécessité d'œuvrer à la naissance d'un mouvement social, d'un mouvement citoyen, nous ne pouvons le faire en nous extrayant du rassemblement que nous avons participé à créer, la Nupes.

Nous devons au contraire lui donner de la force en participant aux constructions locales qui se mettent, de les initier si elles n'existent pas encore et d'y prendre toute notre place. Nous devons y

prendre notre place sans nous nier mais y faisant notre apport et y verser nos propositions originales et innovantes.

Ceci est une nécessité pour donner force aux travaux parlementaires, pour rendre le maximum de citoyen-ne-s acteurs et actrices du changement, pour lutter contre les idées d'extrême droite en œuvrant à rendre palpable l'idée qu'une société est possible.

La situation d'urgence sociale dans laquelle vont se retrouver de nombreux foyers doit également nous conduire à donner plus de force à nos initiatives de solidarité (car à la mer, vente solidaire de fruits et légumes...). Ces actions sont complémentaires à nos propositions pour le pouvoir d'achat et à la campagne qui nous est proposée. Cependant il nous faut répondre aussi en compte dans la campagne, la recherche d'un projet de société en rupture avec celui actuel. Cette recherche nous l'avons sentie dans le cadre de la séquence électorale de 2022 qui a donné force à l'idée "un autre monde est possible". Cette alliance entre action et propositions d'urgences et perspective politique n'est pas simple mais c'est le seul moyen de répondre à l'ensemble des exigences qui se sont exprimées ces derniers mois.

Enfin pour finir, je me permets d'attirer votre attention sur le besoin de débats des communistes. Nous le disons tous, la situation politique est plus que instable et il va nous falloir beaucoup de souplesse et d'adaptabilité pour poursuivre notre objectif de transformation sociale. Ceci doit nous pousser à débattre et armer les communistes en terme d'analyse dans le débat pour les rendre acteurs de la situation que nous allons vivre. Ceci demande du temps et des gestes d'animation qu'il revient à notre direction, à notre conseil national, de mettre en place.

Denis Durand – Paris

Après quarante ans de montée constante de l'extrême-droite, nous sommes entrés dans une situation nouvelle, bien plus dangereuse, et nous ne devons pas nous laisser surprendre par ce qui va suivre. 42 % des voix pour Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, c'est 5 points de plus qu'Hitler au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1932. Qu'on puisse juger exagérée cette référence historique, n'est-ce pas précisément là un signe de banalisation du fascisme ?

Avec 13 millions d'électeurs, un groupe parlementaire et des vice-présidences, un parti organisé qui a éliminé les dissidences, l'extrême-droite est idéalement placée pour exploiter les colères et les désarrois que les prochains mois ne vont pas manquer d'exacerber. Exploiter le sentiment de vivre dans un pays en déclin, qui s'appauvrit, qui connaît un déclassement sur la scène internationale. Or nous sommes à nouveau en temps de guerre, et les peuples européens redoutent les chemins où les impérialismes qui s'affrontent, y compris l'impérialisme américain, le plus puissant, veulent les entraîner. On reparle de rationner l'énergie, et pourquoi pas, demain, des bons d'alimentation ? Mais dès avant la guerre en Ukraine, la crise économique est repartie. Depuis trente ans, les banques centrales ont maintenu à bout de bras la rentabilité du capital en déversant des milliers de milliards de dollars sur les marchés financiers et sur les banques mais aujourd'hui la situation leur échappe. L'inflation, longtemps concentrée sur les prix des actifs financiers et immobiliers, contamine maintenant de façon explosive les prix à la consommation : cette inflation-là, ils vont vouloir la maîtriser en matraquant l'emploi. Au passage, l'énorme effort de formation, d'embauches, d'investissement qu'exige la révolution écologique est vite oublié.

Face à ces crises, la gauche dans son ensemble est aujourd'hui très mal placée pour mener la résistance. Malgré un léger progrès par rapport à 2017, auquel la candidature de Fabien Roussel n'est sans doute pas étrangère, elle se situe toujours à un niveau électoral historiquement faible. Elle est touchée au premier chef par la perte de crédibilité de tous les projets politiques en présence, dominée qu'elle est par une croyance surannée : l'État aurait la capacité de corriger les excès du capitalisme sans qu'il soit nécessaire de contester la gestion de l'économie par le capital. Cette croyance inspire de part en part le programme de Jean-Luc Mélenchon repris pour l'essentiel par la Nupes. C'est pourtant elle qui a conduit l'expérience Mitterrand à finir dans la déception après 1983, l'expérience Jospin à finir dans la colère en 2002, et l'expérience Hollande à finir dans la honte en 2017.

L'originalité du programme de Fabien Roussel est d'être porteur d'une autre cohérence, celle du 38ème congrès du PCF.

En effet, remédier aux causes de la marche à l'abîme, y compris en réussissant une révolution écologique, exige de s'attaquer au capital pour imposer une autre logique. D'abord, viser non pas l'accumulation de profits mais des objectifs sociaux, écologiques, féministes tels que ceux qui figurent dans la plupart des programmes de gauche et dans celui de la Nupes. Mais en plus, ce que nous apportons, c'est une cohérence entre ces objectifs et la conquête de pouvoirs de décision contre le capital. Ce pouvoir qui consiste essentiellement à décider de l'utilisation de l'argent (profits des entreprises, crédits bancaires, dépenses publiques) et qu'il faut conquérir afin, précisément, de mobiliser les moyens financiers, mais aussi matériels et juridiques, de réaliser ces objectifs. Non pas « désobéir » mais obliger les entreprises, les banques, la BCE, le FMI à « obéir » aux exigences populaires : priorité à l'emploi, à la formation, aux services publics, et non à la rentabilité pour les actionnaires et les marchés financiers.

On va nous répondre par un sourire ou un haussement d'épaules : c'est une révolution que vous voulez ! Il me semble que le mot ne devrait pas nous faire peur, et la chose non plus. Les communistes ne sont pas des gens qui se sont dit un jour « j'ai terriblement envie que Jean-Luc Mélenchon (ou un autre) devienne Premier ministre, j'adhère au PCF ». Ils sont membres du PCF parce qu'ils sentent que la société a besoin de changements fondamentaux, pas en paroles mais dans l'action. C'est un programme de résistance, et un projet de société qui peut rassembler vraiment la gauche et tous ceux qui veulent rendre vraiment possibles des « Jours heureux ».

Nous avons des moyens de mener le combat pour ce programme, d'agir face à la crise politique, économique, écologique, morale, face à la politique de Macron et face à l'offensive fasciste. Nous avons sauvé un groupe parlementaire, nous sommes redevenus visibles grâce à la campagne de Fabien. Nous avons des idées, nous avons un programme et un projet de société. Et surtout, nous avons ce corps militant communiste qui est sans équivalent à gauche. Il y a urgence à lui donner le moyen de repartir au combat, en lui proposant de préparer dès à présent des initiatives unitaires de mobilisation populaire et d'ampleur nationale, pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics.

Françoise Brefort – Isère

Sidé·e·s, tétanisé·e·s, ce pourrait être l'état d'esprit dans lequel se trouveraient nos camarades. À l'ordre du jour d'AG de section, ou du Conseil Départemental "Bilan et perspectives des scrutins" : beaucoup de discussions sur le bilan mais pas ou peu de perspectives.

Alors qu'il ne s'est pas rien passé dans le département : d'une circo PS + neuf circons LREM à, trois bascules LREM vers Nupes (2EELV+1LFI), le maintien de la circo PS-Nupes, une bascule LREM vers LR, une autre vers RN. LREM passe donc de neuf à quatre circons.

Ce que nous pensions possible s'est donc produit ; sur les 10 circonscriptions de l'Isère, 5 nous apparaissaient comme "de gauche" et non pas seulement 1.

Désormais, il y a 4 député·e·s Nupes. Mais sans nous.

Nous avons coutume de dire que c'est dans le rassemblement que nous sommes le plus fort. Une coutume ou le pensons-nous vraiment ? Pensons-nous le rassemblement seulement lorsque le rapport de forces est en notre faveur ?

Que faisons-nous pour (re)gagner ce rapport de forces ? Que faisons-nous pour que les légitimes colères que l'on sent traverser le pays ne se tournent pas vers le RN, vers l'abstention, mais vers nous ?

Ce n'est pas dans la sidération, ou dans la tétanie que nous y parviendrons.

On laisse la Nouvelle Union Polaire se faire sans nous ? Ou à l'image de ce qui va se faire dans une circo, nous poussons vers la création de comités citoyens ?

Notre secrétaire national a parlé de notre territoire abîmé, de notre République abîmée.

Je pense que notre Parti est aussi abîmé. Nous devons retrouver la culture du débat au sein du Parti ; ce qui devient la norme dans la société, d'où découle une violence certaine, nous atteint également : "Si tu n'es pas avec moi, tu es contre moi".

On peut prendre n'importe quel sujet : Poutine, le nucléaire, ...forcément PRO ou ANTI ?

Rien ne peut être questionné, interrogé, ...

Et avec un peu de provocation pour ce qui concerne le Parti : le refus de l'augmentation du temps de travail dans la territoriale dans le Val de Marne / l'acceptation dans l'Isère ; le règlement intérieur des piscines : une position acceptée/acceptable en 2018, mais pas en 2022...

C'est comme cela que l'on s'étiole et que l'on tombe.

Tout le contraire du renforcement.

Se renforcer, c'est nécessairement aller vers la population. Entretenir ce qui s'est passé avec la campagne autour de la candidature de Fabien, avec la campagne et l'élection de 151 député·e·s issu·e·s de la Nupes. Mener une campagne nationale cet été, avec un questionnaire type "consultation citoyenne" comme nous l'avions fait il y a quelques années.

Faire du commun avec les gens, faire du commun entre nous.

Ça s'organise.

Si nous votons un calendrier de Congrès, cela vaut convocation.

Nous devons définir une méthode de travail pour se donner les moyens de faire du commun.

Nombre d'entre nous en ont assez des textes alternatifs ; si l'on veut parvenir à une base commune qui porte bien son nom, il faut partir de ce que les communistes disent, voient, pensent, veulent.

Il y a besoin et nécessité d'un débat de qualité, qui peut être garanti par la commission de transparence. Notre responsabilité de direction nationale est d'animer ce travail dans le cadre du Congrès. Membres du Conseil National devons apporter notre pierre à l'édifice, pourquoi après un travail en atelier ne pas passer à un devoir sur table ! Obligeant chacun.e à contribuer au débat hors positionnement pour ou contre des camarades.

A cela doit s'ajouter le temps de travail/réflexion approfondi sur l'Extrême droite, mais aussi sur l'abstention. Nous parlons trop souvent à la place de celles et ceux qui ne (re)trouvent pas le chemin des urnes. Allons chercher leur parole. Verrons-nous qu'il n'y a pas UNE abstention ? Menons ce travail avec des auditions de chercheurs, sociologues, historien·nes, ... Réfléchissons et décidons ensemble.

Hadrien Bortot – Paris

J'aimerais revenir sur les 3 débats qui ont été ouverts ce matin par le rapport de Fabien Roussel.

Concernant le vote Front National et l'urgence démocratique je me félicite qu'enfin, nous partagions le constat d'une situation urgente et dangereuse. Le vote pour le RN n'est pas un fantasme, c'est une réalité très préoccupante. Plus de 10 millions d'électeurs ont choisi de mettre un bulletin Marine Le Pen dans l'urne. Ce vote n'est pas anodin, il a un sens. Il faut le prendre en compte. Ce n'est pas seulement un acte d'électeurs et d'électrices fâché·e·s ou un vote utile anti-Macron comme j'ai pu l'entendre ici.

Voter pour le RN c'est voter pour des idées, et l'idée maîtresse c'est la préférence nationale. Dans plus de 50% des duels où s'opposaient la Nupes et le RN, les électeurs ont tranché pour la préférence nationale.

Partant de ce constat il faut mener le combat sur le terrain des idées. Il ne faut faire aucune concession sur aucun terrain au RN. L'accueil inconditionnel des étrangers, la réparation des territoires délaissés de la République, l'égalité de droits entre toutes et tous quelle que soit la situation administrative sont des batailles que nous devons porter et assumer politiquement avec plus de force.

Pour cela et c'est le deuxième axe de mon intervention, il faut cesser d'alimenter l'opposition entre France périphérique et métropole, notamment dans notre compréhension des phénomènes électoraux et du vote RN.

Ces approches sont bien souvent caricaturales, Perpignan, Marseille, St Tropez, Hayange et Hénin Beaumont ont toutes des députés Rassemblement National, elles ne témoignent pas des mêmes réalités.

L'opposition France des Métropoles, France périphérique est une grille de lecture beaucoup trop réductrice. Rappelons d'où viennent ces thèses. Elles sont celles développées par Christophe

Guilluy notamment dans ses ouvrages fractures françaises, et la France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires. Valider ces thèses, c'est ouvrir la voie à une lecture socio-culturelle des faits politiques. C'est un grand risque d'ethniciser des débats et de tomber dans des réponses identitaires.

Comme avec d'autres thèses à consonances identitaires, celles de Laurent Bouvet et du Printemps Républicain par exemple, il existe de plus en plus de porosité entre ces réflexions et des prises de paroles de communistes notamment sur les réseaux sociaux.

Ces thèses sont des outils pour diviser notre camp social. Il faut se garder d'alimenter par certaines prises de positions ces divisions factices. Elles empêchent de créer les convergences qui sont pourtant nécessaires à la prise de pouvoir et au renversement de l'ordre du monde capitaliste.

C'est pourtant réussir cette union qui devrait être la tâche première du PCF. Pour cela l'isolement et le repli ne peuvent en aucun cas être une solution. J'entends qu'on veut inventer de nouvelles choses de nouveaux appels de nouveaux comités d'action. C'est faire fi du déjà là. La Nupes est une réalité politique et un cadre qui existe déjà pour beaucoup d'électeurs. Nous devons l'investir pleinement. Le PCF doit être offensif et revendiquer sa part des réussites de la Nupes. Nous ne devons pas abandonner le crédit du rassemblement à la France insoumise. Beaucoup de communistes en ont été les acteurs et les forces motrices.

Où situer l'apport Communiste dans la Nupes, quelle place y prendre ? De nombreux jeunes fréquentent la Nupes, s'y sont investis et y ont cru. Dans les discussions que nous pouvons avoir avec eux, une chose me frappe, leur besoin d'une parole communiste, c'est-à-dire de contenus exigeants, transformateurs, et discutés démocratiquement – plus que cela encore le besoin de construire ensemble un horizon d'une transformation radicale de la société pour sortir du capitalisme.

Pour répondre aux urgences décrites par Patrice Bessac ce matin dans son intervention, à la nécessité d'une bifurcation écologique touchant à nos modes de production et de consommation, à notre manière de vivre, le projet communiste prend tout son sens et est d'une actualité brûlante. Nous n'avons même pas dix ans pour mettre fin à l'épuisement de la planète par les capitalistes. Nous sommes face à des choix de civilisation majeurs, les communistes doivent investir ces combats aux côtés du mouvement social, c'est là la seule manière de renverser le capitalisme et de faire gagner les intérêts du plus grand nombre.

Cécile Dumas – Val-d'Oise

Permettez-moi de commencer mon intervention par une donnée factuelle.

Dans le Val-d'Oise (un département avec une partie très rurale, une autre très urbanisée et un bassin industriel très abîmé et amoindri) :

- en 2017, nous avions 7 députés LREM, 2 députés MODEM et 1 député LR
- en 2022, nous avons maintenant 6 députés LREM et 4 députés Nupes et nous avons les 10 candidats Nupes présents au 2ème tour. Ce qui permettait un vrai choix droite/gauche au 2ème tour.

Je rajouterai à ce constat le fait que les militants communistes avec une position très claire ont réussi à mobiliser contre le RN pour le battre très largement au 2ème tour dans la 9ème circonscription.

Alors oui, la Nupes a permis de changer beaucoup de choses dans un département géré par un conseil départemental très à droite, le sentiment de résignation semble avoir été affaibli.

Devrions-nous ignorer cette nouvelle situation politique parce que nous n'avons pas de candidats PCF titulaires, parce que la campagne a parfois été difficilement collective.

Bien sûr que NON, on ne fait pas de la politique pour dire on a fait une belle campagne, c'était sympa... On fait de la politique pour essayer de changer la vie des gens, changer la société, répondre aux besoins de la population.

Et bien celles et ceux qui ont voté dans le Val-d'Oise (bien trop peu comme partout) ont choisi, ils ont dit OUI au rassemblement de la gauche, ils ont dit OUI au changement, ils ont commencé à dire NON à la droite de toute sorte et ils ont refusé d'être représenté par un député RN.

Notre rôle de communiste, c'est bien de partir de cette situation, d'investir la Nupes pour lui donner vie sur le terrain, pour construire des collectifs de débats, d'actions communes, de mobilisations communes pour combattre la politique de droite du 95, construire des collectifs pour travailler à l'alternative à Macron, pour continuer à combattre la résignation, l'extrême-droite et faire revivre l'espoir de nouveaux droits et de nouvelles conquêtes collectives.

Cette nouvelle situation politique doit nous aider à pouvoir répondre à la population qui a souvent peur de tomber dans la grande pauvreté, peur de ne pas pouvoir payer son loyer, sa note d'électricité... Peur de la pénurie, peur de la guerre, peur d'être victime de racisme, de discrimination, peur des conséquences du réchauffement climatique... Une population tétanisée par le désordre mondial, le désordre social, la haine, le mépris et parfois l'isolement.

Nous le savons, il y a urgence à trouver des solutions de mobilisation, des solutions pour donner l'espoir d'alternative. Et seul, c'est impossible !

Le congrès doit se préparer dans ce cadre-là avec un long moment de débat et de compréhension de la société, de réflexion avec beaucoup d'ouverture vers l'extérieur peut-être des auditions, encourager les contributions. C'est bien notre rôle de direction.

Personne ne peut ignorer la complexité de la situation politique et surtout pas le PCF. Il faut trouver du temps pour écouter un maximum de communistes, faire du commun et pas faire le parti de quelques-uns qui méprisent les autres ou qui se satisferaient de quelques passages médiatiques.

Et malheureusement ni la résolution et le refus de constituer une équipe pour travailler le soir avant de la présenter au vote ni le calendrier du congrès présenté sans ordre du jour, sans objectifs ne sont à la hauteur des défis qui sont devant nous.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

1- La récession est en train d'arriver.

Cela conditionne profondément la situation politique et les mentalités. Le PIB a reculé en France et aux États-Unis au 1er trimestre. A l'automne, il est de plus en plus probable qu'arrive une vague de suppressions d'emploi et de pauvreté. Cette déferlante, dont l'acceptation est en train d'être travaillée dans les esprits y compris par la situation de guerre, ne peut plus être empêchée par le « quoiqu'il en coûte », ou très difficilement, car la politique de la Fed, de la BCE et des banques centrales est en train de se retourner sous pression du grand capital (dont la hausse des taux d'intérêt fait partie) et de l'inflation. Cette hausse des taux va avoir pour effet suppression d'emploi, assèchement des services publics et appauvrissement accéléré car puisqu'elle augmente le coût du capital, c'est sur le coût du travail, l'emploi et les dépenses sociales que l'on va taper.

Il faut mesurer le degré de cynisme que recèle la déclaration de l'économiste en chef de la banque E. Rothschild, Mathilde Lemoine, lorsqu'elle se félicite que la Fed « soit capable d'arbitrer en faveur du chômage » !

Nous avons une combinaison de crise de plusieurs types, bien au-delà de la crise économique mais en lien avec elle, guerre en Europe et, par Ukraine interposée, entre deux puissances nucléaires, crise de sens, voire de civilisation, crise de régime, comme je l'ai écrit assez tôt, qui se développe en crise institutionnelle politique visible.

Face à cela, tout est fait pour masquer ce qui est fait, les voies de riposte et responsabilités.

On désigne « l'autre », le voisin, l'étranger, comme le responsable pendant que tout est fait pour conforter le capital, la finance et les armes, au nom des prétendues « valeurs occidentales ».

L'affrontement, c'est celui-ci : capital, armes et autoritarisme versus services publics, emploi et émancipation démocratique.

2- Dans quel « moment » sommes-nous ?

Pas un simple « approfondissement » de la crise. Plutôt à la veille d'un nouvel épisode d'éclatement catastrophique. Il nous faut donc alerter. Nous ne sommes pas du tout en période de « reconstruction » du pays, mais l'enjeu est de résister, donner du sens et construire des solutions, des réponses partagées par le grand nombre. J'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer durant la pandémie. Je ne suis pas sûr que nous en tirions les conséquences politiques.

Les élections font apparaître le paysage politique suivant :

- Une extrême-droite aux portes du pouvoir
- E. Macron majoritaire, mais fragilisé, ce qui est une opportunité pour des luttes et pour arracher peut-être certains reculs
- Les droites très hautes, avec environ les 2/3 des voix et les 3/4 des députés (il faut évidemment y inclure E. Macron, même s'il a su depuis 2017 attirer des « modérés » qui pourraient basculer à gauche, ou qui ont été à gauche).
- Les droites ne sont pas un bloc uni, mais se retrouvent sur les mesures anti-sociales. C'est pourquoi, je ne suis pas pour parler de « trois blocs », mais plutôt de deux blocs gauche/droite, dont l'un, la droite n'est pas homogène, est divisé en sous-blocs.
- La gauche a su s'unir, dans un sursaut salutaire bien que sur un mauvais accord, et avoir une représentation à l'Assemblée nationale plus conforme à son poids dans le pays. Mais elle réalise son deuxième plus faible score de la 5ème République...
- Enfin, le retour du PCF dans le paysage n'est pas un des moindres éléments de la situation. Mais qu'allons-nous en faire ? D'un côté nous avons maintenu un groupe de députés communistes, en association avec les ultra-marins, mais de l'autre dans nombre de zones de force du parti, l'accord électoral nous a évincé, particulièrement en région parisienne. Et il peut y avoir un certain désarroi chez les communistes.

Sur la Nupes, je partage ce qu'a dit Evelyne. D'abord, pouvons-nous dire que ce programme est un « pot commun » auquel nous apportons les uns et les autres ? Je souligne, l'accord programmatique de la Nupes ne fait pas le poids. En particulier, il ne se donne pas les moyens financiers et les pouvoirs à la hauteur des exigences de la situation. Il y a un problème de cohérence avec les objectifs sociaux affichés (dont certains objectifs discutables, comme le revenu d'existence). Tout est financé essentiellement par les impôts (avec d'ailleurs une part importante sur les couches moyennes). Cela ne peut pas marcher. D'une certaine façon les gens le sentent bien. Les profits des entreprises mais surtout le crédit sont essentiels, décisifs.

C'est dire si l'enjeu est au confluent des idées et des luttes « comment changer les choses », quels moyens financiers mobiliser et de quels pouvoirs s'emparer ou quels pouvoirs créer, avec en leur cœur la question des entreprises, les pouvoirs dessus, et des banques, comme une question politique. Et il est vrai que nous avons peu réussi à faire avancer cette question décisive durant la campagne. Cela doit faire partie de l'évaluation que allons faire collectivement des deux campagnes, présidentielle et législative.

Ni isolement sectaire, ni fusion dilution qui recommencerait, en pire, les collectifs anti-libéraux... Ce qui implique que le parti prenne des initiatives, ouvertes à toutes les composantes de la Nupes, et que nous maintenions le lien avec celles et ceux qui luttent et ont été, sont, attirés par la Nupes. C'est pour partie notre monde qui est dans la Nupes, ne lâchons pas la proie pour l'ombre. Cherchons plutôt à conjuguer.

3- Crise de Régime

Je pense qu'il nous faut la prendre très au sérieux. Ne pas être dans une posture de « conservation » au motif, juste, de ne pas « casser » il nous faut contester le système et jouer son dépassement, avec des propositions. Tout particulièrement monter le niveau sur les propositions institutionnelles, économiques et sociales. Contester Macron, non pas « à blanc », mais parce qu'il ne répond pas aux exigences de la situation, et ne le pourra pas : il est le mandataire du grand capital financier. En termes de régime, je vois :

- L'enjeu décisif de nouvelles institutions politiques sur l'économie et le social, sur les entreprises, et pas seulement pour les travailleurs à l'intérieur des entreprises, mais pour toute la société, à tous les niveaux. L'entreprise et l'économie est une question majeure de société. Et c'est une question de pouvoirs, d'institutions, de critères sur l'utilisation de l'argent.
- Un nouvel internationalisme, avec ses implications sur l'organisation du monde et sur l'UE. Pas seulement un internationalisme « d'État à État » ou de « solidarité », mais aussi de batailles communes.
- Europe : bien au-delà de « désobéir » aux traités, ce que nos gouvernants font sans cesse, il s'agit de se battre pour que l'UE « obéisse » à une autre logique. Tout particulièrement : l'argent et

la coopération pour les services publics et l'emploi, non, pour la guerre et le capital. Voyons bien que la question d'une sélectivité nouvelle monte de tous les côtés (y compris à l'extrême droite, avec la « préférence nationale » comme une solution aux maux sociaux). Nous ne pouvons plus être absents à ce point de ce débat.

4- Alors continuer ? « Élargir » la même chose ?

J'entends la musique qui consiste à dire « il faut en terminer avec la réorientation du PCF et aller dans le sillage de Jean-Luc Mélenchon ».

Mais c'est ne pas voir les questions politiques de fond qui sont devant toute la gauche et auxquelles, pour le moment, elle n'arrive pas à répondre. Au cœur de celles-ci, non, pas « augmenter ou pas les salaires ». Là il y a beaucoup d'accord sur le principe, même si les différences ne sont pas anodines. Mais la question qui taraude tout un chacun, c'est « comment fait-on » pour augmenter l'ensemble des salaires ? Où on attrape les choses ? Et quels moyens ? Et même, de quels pouvoirs dispose-t-on ou faut-il disposer pour y arriver ?

Donc pas de dilution. Nous devons amener l'apport original du PCF.

Mais on voit bien aussi que la réponse ne peut être de s'en tenir à des « marqueurs » communistes, des « symboles ». Nous sommes face à un monde nouveau qui veut advenir et auquel toute la structure sociale capitaliste résiste le plus possible, quitte à plonger l'ensemble de la société dans des catastrophes. Face à ce monde nouveau, nous répondons « novation communiste », avec un chemin de dépassement en actes des marchés capitalistes, un socialisme du 21^{ème} siècle (sécurité d'emploi ou de formation, nouvelle démocratie d'intervention et nouveaux pouvoirs, appropriation publique et sociale des entreprises et de leur gestion avec de nouveaux critères, services publics d'émancipation et de développement des biens communs, pour des partages jusqu'au niveau mondial en passant par l'indispensable coopération européenne, refonte culturelle et écologique des production et de la consommation, appropriation du crédit et des banques.

Et nous ne sommes pas sans bagages, le 38^{ème} congrès a beaucoup développé en ce sens. Mais nous avons un travail d'appropriation-formation et de simplification-clarification, ainsi que de développement dans la situation nouvelle (pandémie, guerre, changements progressifs de régime, etc.). Particulièrement sur les moyens et les pouvoirs (institutions). De ce point de vue, permettez-moi mes camarades, de regretter que l'Huma ait rejeté la proposition que nous lui avions faite d'un numéro centré là-dessus avant le 1^{er} tour, au bénéfice de la proposition de quelques tribunes sur ce même sujet, mais moins maniables qu'un vrai travail journalistique comme savent le faire les journalistes de l'Huma.

Donc ni dilution, ni conservation : novation communiste. En ce sens, il s'agit de reprendre et poursuivre ce qu'ont exprimé les communistes au 38^{ème} congrès et qui tend parfois à être étouffé. Je remarque que ce doit être le seul texte de congrès non publié !

5- Nous avons donc devant nous une période de contestation radicale, de luttes et de travail sur les idées.

Être « radical » ne veut évidemment pas dire vociférer ou faire la même chose que le système mais en plus dur (augmenter les mêmes impôts). Radical, ne veut pas dire « brutal » mais prendre les choses à la racine. Celle de la domination du capital et de la culture du néo-libéralisme, d'une conception des relations entre les personnes.

6- Propositions

Je voudrais proposer quelques amendements sur le texte, pour mieux faire apparaître la nouvelle phase de crise, préciser sur les nouvelles institutions économiques et sociales, mettre en valeur la cohérence objectifs/moyens/pouvoirs plutôt qu'une liste de 10 « propositions », même si évidemment je suis d'accord avec celles-ci.

Je veux aussi proposer les choses suivantes :

- Une initiative sur les questions économiques internationales et européennes dès l'automne, avec les partis communistes et progressistes d'Europe voire au-delà : au moins sur le dollar + bataille contre l'austérité et exigence d'une sélectivité nouvelle de la BCE.

- L'organisation à l'Agora de l'Huma d'une rencontre sur le « crise qui vient », qui inclut les économistes communistes en dialogue avec d'autres économistes et le mouvement social

- Travailler sur une initiative nationale de lutte (manifestation) pour l'automne (octobre ?) sur le social et les moyens, ouverte à toutes les composantes de la Nupes, aux forces sociales, associations, etc.

- Coupler cette initiative avec une rencontre nationale des animateurs de section le même week-end, d'autant plus que notre calendrier de congrès le permet

- Et je soutiens l'idée d'avoir un CN en septembre. Cela me semble indispensable.

Indépendamment de certains désaccords politiques que je peux avoir avec les camarades qui sont intervenus dans ce sens.

Nathalie René – Val-de-Marne

Suite à la décision de la Cour suprême des États-Unis, aujourd'hui c'est une journée de mobilisation nationale pour la défense de l'IVG. Donc il me paraît important de faire une intervention sur le sujet. Que la moitié de l'humanité dispose de son corps est insoutenable pour les obscurantistes religieux de tout bord !!!

A peine la Cour suprême des États-Unis avait-elle décidé, ce vendredi noir, que le droit à l'avortement n'était plus inscrit dans la Constitution américaine que huit États s'y sont engouffrés immédiatement. A terme, la moitié du pays pourrait interdire le droit à l'interruption volontaire de grossesse. Autant de lieux où les femmes ne pourraient plus choisir si et quand elles veulent un enfant. Cette décision va restreindre l'accès à l'avortement, criminaliser les services d'avortement et discriminer les personnes enceintes qui cherchent à avorter.

L'interdiction de l'avortement entraînera une augmentation des décès liés à des grossesses forcées. Nous savons que l'interdiction totale de l'avortement entraînera une augmentation de 21% du nombre de décès en général. Pour les femmes noires, ce chiffre passe à 33 %.

Les interdictions d'avorter sont intrinsèquement racistes et classistes. Racistes car elles touchent de manière disproportionnée les femmes de couleur et indigènes et classistes car celles qui n'en ont pas les moyens ne pourront pas aller dans d'autres états pour avorter.

La boîte de pandore est ouverte : la Cour Suprême évoque déjà travailler sur une interdiction de la contraception et la remise en question du mariage pour tous et toutes.

A l'heure où grâce à la mobilisation des féministes, des pays tels que l'Irlande, l'Argentine, la Colombie, obtiennent le droit à l'avortement, le risque est grand de voir cette impulsion s'inverser. Nous assistons déjà à de nombreuses restrictions contre les droits des femmes en Pologne, Hongrie, Slovaquie. Les femmes ukrainiennes, réfugiées en Pologne, se voient interdire le droit à l'avortement alors que celui-ci est légal dans leur pays ! Les manifestations féministes organisées face à cette régression historique attestent que cette guerre déclarée contre les femmes est loin d'être gagnée. Ce n'est pas un hasard si ce coup de force intervient après une puissante vague féministe qui a sévèrement ébranlé le système patriarcal. Comment ne pas rappeler ici l'avertissement de Simone de Beauvoir, prévenant « qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question ».

L'onde de choc est immense et ressentie en France comme une provocation, rappelant à ceux qui ne voulaient pas l'entendre que l'avortement demeure un droit fragile, d'autant que les députés RN entrés en nombre dans l'hémicycle comptent dans leurs rangs des anti IVG notoires. A tel point que, les Macronistes, qui s'étaient opposés à plusieurs reprises aux propositions de loi communiste et insoumise pour en garantir le droit dans la Constitution, soutiendront désormais ce projet. En France, les discours misogynes et racistes ainsi que la montée de l'extrême droite sont aussi une menace immédiate pour les droits des femmes ! Les opposants à l'avortement n'ont jamais lâché prise en France ! Les conservateurs, quoi qu'ils en disent, ne sont pas du côté de la vie : ils ont fait le choix de la haine, de la violence et de la mort. Face à ce recul historique, notre parti doit renforcer son soutien et sa présence auprès des associations féministes pour garantir à toutes le droit à disposer de son corps !

Fabien Cohen – Val-de-Marne – Non communiquée

Dany Blasco – Lot-et-Garonne

Je commencerai mon intervention par un constat sur les élections.

On ne peut pas effacer d'un revers de main que la moitié de la population ne s'est pas sentie concernée par l'offre politique des législatives notamment la jeunesse qui ne s'est pas déplacée aux urnes.

Avec plus de 54 % d'abstentions, ce scrutin remet au devant de la scène le fossé qui sépare une large part des citoyens de la politique telle qu'elle est menée.

La politique de Macron n'a pas convaincu et c'est sans doute le plus grave pour l'avenir, l'extrême droite s'installe dans le paysage institutionnel. Jusqu'à lors cantonnée au rôle de mégaphone d'une colère sociale exprimée lors de la présidentielle, le RN est désormais un relais politique dans les institutions de la république. 89 fascistes sont à l'assemblée nationale .

Pour notre département le Lot-et-Garonne, cela s'est traduit par l'élection de 2 députés RN sur 3 contre 3 LREM précédemment. Le parti avait appelé à faire barrage au RN en utilisant le seul bulletin à notre disposition. Il faut noter que notre démarche n'a pas été comprise chez certains camarades....

En bref, dans le contexte économique et social national et international qui est celui d'aujourd'hui avec cette séquence électorale, la France vient de basculer dans un nouveau monde ou le camp réactionnaire est entrain de prendre la main sur l'avenir du pays.

La question qui se pose n'est pas de reconstruire une social démocratie mais de décider d'un monde dans lequel nous voulons vivre et des moyens que nous sommes prêts à nous donner pour le faire. L'enjeu est clair désormais, la construction d'un large mouvement social qui puisse porter cette alternative.

La gauche est très basse entre 30 et 35 %, 2ème score le plus bas sous la 5ème république et dans un moment où la popularité de Fabien, 2ème personne de gauche la plus appréciée notamment chez les ouvriers.

Notre campagne présidentielle, le dynamisme dans le parti a remis la visibilité du parti dans le paysage politique, Par contre ce dynamisme ne s'est pas retrouvé lors des élections législatives. Dans le Lot-et-Garonne, identique à ce qu'a dit tout à l'heure Gisèle Malaval. Aucun candidat communiste . La seule volonté de FI était de nous marginaliser et nous utiliser pour distribuer leurs tracts .Très peu de camarades se sont investis.

Je le redis, il s'agissait d'un mauvais accord. Nous avons été effacés par Mélenchon.

L'erreur dans une union de la gauche serait de nous diluer dans cette union et c'est ce que souhaite la FI. Ne recommençons pas l'exemple du style front de gauche, ne pas redevenir inaudible.

L'homme providentiel n'existe pas. Par contre, nous devons nourrir une base sociale qui porte l'alternative, car la Nupes n'a pas montré qu'elle était en capacité de le faire vu les résultats de l'abstention et du nombre de votants qui a diminué par rapport à la présidentielle. Pour cela nous nous devons en premier lieu nous ré adresser aux communistes, à nos électeurs, et aux citoyens. Nous devons non seulement résister, mais proposer et convaincre. Nos propositions sur le pouvoir d'achat, le Smic, l'utilisation de l'argent, le rôle des banques des droits nouveaux aux travailleurs y compris dans les institutions ,y compris sur l'économie. Il est urgent que le parti lance une initiative sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics. Initiative du parti ouverte et tendant la main aux autres forces de la Nupes.

Concernant notre 39ème congrès, il devra permettre non seulement l'affirmation du 38ème mais aller de l'avant et plus loin.

Amadou Deme – Essonne – *Non communiquée*

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Pour le prochain congrès, de par l'ampleur des crises et des défis sociaux, sociétaux, climatiques ; de par une vie binaire de la pensée et de l'action de notre parti, une organisation en mode assez violent, souvent rétrécie au pour ou au contre, nous devons être audacieux dans sa préparation démocratique.

Je regrette le climat du débat dans le parti trop souvent malveillant, agressif, voir violent.

Il faut vite miser sur l'intelligence collective.

Cette intelligence voulue et écoutée, recouvrira des différences des divergences d'analyses, d'idées et alors !

L'intelligence collective, ce n'est pas l'unanimité.

Davantage de travail, de travail collectif font vivre la diversité autrement que par concession ne dissimule pas la pluralité des opinions, l'existence de divergences et facilitent la mise en œuvre des décisions.

Fabien a évoqué dans son rapport plusieurs groupes de travail.

Il est vital que les directions animent avec enthousiasme l'intervention individuelle et collectives des adhérents-es et avec eux, fabriquent des idées et des visions communes avec les citoyens.

Un calendrier est soumis à notre discussion.

Je partage les avis qui demandent que la date d'adoption de la commission de transparence des débats proposée en décembre soit avancée en septembre.

On aurait pu la construire ensemble ce week-end.

Lancer un large appel aux contributions.

Un agenda de préparation du congrès, c'est utile mais pas suffisant.

La situation ouverte et aussi dangereuse ne peut pas être traitée « administrativement ». Il faut provoquer de l'engagement, des débats.

L'ordre du jour du congrès doit comporter du sens.

A ce stade, je pense que le parti doit affirmer que l'utopie devient une norme et pas une caricature.

Que le parti a à énoncer une stratégie de pensée et d'action politique qui cible la possibilité d'une société, un monde sans capitalisme, la possibilité d'une nouvelle civilisation.

Le politique et singulièrement notre parti a des idées et des propositions programmatiques mais il incarne trop le parti qui revendique une sorte de monopole à fabriquer des idées et des visions. La dimension collective, populaire, éducative de l'action politique mise en commun me semble être une clef pour ouvrir un possible changement face aux choix politiques majoritaires qui font tant de mal à la société, aux populations et à la planète.

Notre parti ne doit pas encourager l'autonomisation des luttes politiques qui favorise la fragmentation des électorats et l'abstention.

La justice sociale, le climat et la paix appellent la recherche d'un projet d'unité.

Une seule hégémonie est à combattre, c'est celle qui justifie le capitalisme !

La Nupes a été un compromis à vocation électorale sur des contenus communs et des divergences identifiées.

Comment transformer des valeurs et des propositions communes en un rapport de force stratégique de rassemblement majoritaire. L'après Macron, c'est maintenant à travers les mesures d'urgences immédiates que la Nupes avec PCF défendent et aussi avec une perspective de rupture des politiques libérales.

Je parle bien d'un rapport de force populaire favorable à des ruptures.

Même s'il y a davantage de parlementaires de gauche et écologistes qu'en 2017, même si le groupe communiste est préservé et ce sont d'heureux événements ; le rapport de force dans la société demeure très favorable aux forces du capital et d'idéologies d'exclusions.

Nous n'avons pas la même approche que nos partenaires de la Nupes sur l'état du rapport de force et de la stratégie de rassemblement pour une transformation sociale et écologiste.

Ou encore sur la nécessité de dépasser le capitalisme et donc des moyens pour y parvenir.

Et alors, débattons-en avec l'irruption des citoyens.

Il y a une course de vitesse très ouverte entre les droites avec le RN avec des passerelles de recomposition et la gauche qui ne représente qu'un peu plus de 25% des exprimés électoralement.

La résolution réaffirme 10 propositions à mettre en œuvre pour les prochains mois, c'est positif mais la création « de comités d'action » n'est pas une initiative stratégique engageante.

Ne faut-il pas que le parti fasse le choix d'être une force centrifuge plutôt qu'une force centripète ?

Une meilleure formulation que la mienne de ce questionnement serait utile.

Lydia Samarbakhsh – Paris

Avant d'entrer dans le vif du sujet de mon intervention, j'aimerais souligner l'importance de ne céder ni à la normalisation du RN ni à celle de la guerre (en Ukraine). Non, nous ne sommes pas en guerre, c'est le peuple ukrainien qui vit en état de guerre et le peuple russe. Mais oui, la période dans laquelle nous sommes entrés depuis l'abandon de l'objectif d'un cessez-le-feu immédiat et la revendication de l'objectif de tout faire pour imposer une victoire militaire à la Russie – qui mènerait à une chute du régime Poutine – imposée par l'administration Biden et voulue par le pouvoir ukrainien mais aussi le gouvernement de Pologne, et l'escalade (livraisons d'armes, trois nouvelles bases de l'Otan dans les pays baltes et en Pologne, la mise à disposition de 300 000 hommes de troupe de l'OTAN en situation opérationnelle), nous y conduit tout droit si nous nous banalisons, même à notre corps défendant, la situation. Au passage je mentionne le problème bien réel que posent l'entrée de 90 députés RN et l'élection de deux vice-présidents de l'Assemblée nationale issus du RN en matière de Défense nationale pour notre pays.

La guerre en Ukraine est certes un élément marquant de la situation, du contexte, mais il nous est impératif d'en dénoncer le caractère insupportable, et dangereux, et l'exigence d'y mettre au plus tôt un coup d'arrêt net. Ce qui manque au rapport présenté par Fabien, et même si on ne peut qu'en partager sur ce point les objectifs généraux, c'est la condition centrale, incontournable, pour renverser le rapport de force actuel dominé par les « pro-guerre » et imposer un cessez-le-feu : la volonté des peuples, des forces du travail et de la création, dont seule la mobilisation et mise en mouvement de masse seront à même de faire baisser les armes et ouvrir une perspective de dialogue. C'est pour cela que nous devons réellement mettre toutes nos forces dans la réussite des manifestations et marches pour la paix du 21 septembre prochain, comme nous nous y sommes engagés dans la résolution sur la guerre en Ukraine que nous avons adoptée ici même en Conseil national en avril. Le secteur International va mettre à la disposition des fédérations et sections le matériel pour préparer la mobilisation au cours de l'été.

L'actualité internationale est donc marquée par la guerre en Ukraine ainsi que, dans la semaine qui vient de s'écouler, par les sommets internationaux de l'OTAN et du G7 et aux décisions lourdes de conséquences qui y ont été prises, en particulier par les pas supplémentaires qui viennent d'être faits dans l'escalade de l'affrontement militaire que se livrent États-Unis/Otan par l'intermédiaire du gouvernement ukrainien et Russie. Mais c'est un contexte international qui est aussi frappé des conséquences humaines et sociales de la crise économique, de la guerre et de la crise du capitalisme mondialisé. Les émeutes de la faim qui ont eu lieu au Sri Lanka vont se généraliser et même les semaines d'hyper canicule en Inde qui ont causé la mort de centaines de gens ne sont pas un événement « naturel » mais bien les résultats de logiques dominantes dont la pandémie a mis en évidence à quel point elles, ces logiques prédatrices, appellent de profonds bouleversements de civilisation humaine – cela n'a pas changé à la faveur du temps qui passe.

Notre analyse de la situation nationale doit par conséquent prendre en compte les contextes européen et international bien évidemment pour leur impact sur elle mais aussi parce que la France est une puissance mondialisée, une puissance internationale, qu'elle a des responsabilités précises dans un certain nombre de situations et qu'elle a à en répondre devant notre peuple et devant les peuples du monde.

Les peuples, justement, les mobilisations populaires et mouvements sociaux sont singulièrement relégués à l'arrière-plan des débats et de notre propre analyse si nous en restons au constat du retour de la guerre conventionnelle en Europe et aux répercussions socio-économique de ce conflit.

A) la guerre en Ukraine a été rendue possible parce que l'ordre international imposé par les EU et l'OTAN après la « chute de l'URSS » (et, en considérant qu'ils avaient gagné la guerre froide) est contesté depuis près de 20 ans ! Il est remis en cause – ce « nouvel ordre international » des années 1990 n'aura au fond duré qu'une dizaine d'années – le monde, ou plus précisément cet ordre du monde, est dans la tourmente depuis le déclenchement de la deuxième guerre d'Irak qui, au lieu de le consolider, a précipité son « naufrage ». Cependant « naufrage » ne signifie pas disparition immédiate ; pour sauvegarder leur hégémonie, la relancer, l'étendre là où elle est défiée, les EU ont

besoin d'abord d'anéantir toute concurrence et l'OTAN, pour justifier son existence, son poids, a besoin d'ennemi. La « guerre internationale contre le terrorisme » a vite atteint ses limites, elle est un fiasco absolu. L'invasion militaire de l'Ukraine et la guerre qui s'y déroule a donc offert aux EU et à l'OTAN l'occasion recherchée de reprendre pied en Europe, cela malgré des contextes régionaux encore en pleine ébullition :

→ l'échec militaire en Syrie pour toutes les puissances occidentales en présence ;

→ la guerre menée par l'Azerbaïdjan, activement soutenue par la Turquie, contre l'Arménie dans le Haut-Karabakh, menace de reprendre : l'odieux accord imposé par Erdoğan, en contrepartie de l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN, est un feu vert à son projet d'invasion militaire du Nord-Est de la Syrie dans les semaines qui viennent, mais aussi dans le Caucase vers l'Arménie ou en Méditerranée où la Turquie continue d'occuper Chypre depuis 1974 ;

→ L'échec historique de la guerre d'Afghanistan et les circonstances du retrait définitif et « total » des troupes américaines en août 2021 offrant immédiatement aux talibans les rênes du pouvoir, presque 20 ans jour pour jour après le début de cette guerre censée libérer le pays de leur emprise : le peuple afghan s'enfonce dans une crise humanitaire et subit directement les effets des sanctions imposées par les États-Unis plus que le pouvoir taliban qui s'abrite derrière ces sanctions pour laisser le peuple en grande souffrance et achever d'imposer un ordre obscurantiste brutal ;

→ l'échec des opérations extérieures françaises dans le Sahel et le retrait de la France du Mali laissent entier le problème du développement économique endogènes du Mali comme de l'ensemble des peuples de la région et du continent. Et la présence militaire de la Russie dans la région étend à l'Afrique et au Maghreb, l'affrontement Russie-Otan au détriment de la sécurité et des intérêts vitaux des populations ;

Tous ces événements sur le plan militaire attestent des limites – pour ne pas dire de la crise existentielle – de la doctrine d'un règne hégémonique et sans partage d'une puissance mondiale, les EU, forte d'une alliance – uniquement au monde et dans l'histoire.

Pour Thierry Pouch, dans le numéro Hors série de la Terre, et je partage sa réflexion : « La guerre en Ukraine est une étape décisive dans le processus de déstabilisation du monde et le signe annonciateur d'une reconfiguration en profondeur de la hiérarchie des nations. Plus précisément encore, c'est toute la question de la formation d'une hégémonie non-occidentale sur le monde qui est sous-jacente à la crise actuelle »... « la guerre exacerbe des tensions à l'œuvre depuis le début des années 2000 »

Question posée pour nous : Devons-nous défendre l'idée de contribuer au remplacement d'une hégémonie par une autre (et laquelle ?) ou, au regard des défis de civilisation posés à l'humanité tout entière, devons-nous agir et contribuer à l'émergence d'un autre ordre international, fondé sur le partage des richesses et surtout la promotion des intérêts des forces du travail et de la création, l'exigence de sécurité collective et de sécurité humaine globale, et l'émancipation des peuples des logiques capitalistes ? Je ne pense pas, et ce n'est pas ce que nous avons défendu jusqu'ici dans notre projet et nos propositions ou notre action, qu'il s'agisse pour la France de devenir un pays « non-aligné » mais que la France récuse l'organisation du monde en blocs antagonistes doté d'un leader et de vassaux.

B) Sur le plan économique, les puissances (classes dirigeantes) occidentales ont d'abord (1990-2010) tout misé sur le tapissage du monde en accords de libre-échange (ALE) – cette tactique n'a pas freiné l'émergence de nouvelles puissances régionales et, en particulier, celle de la Chine comme une actrice internationale et mondiale ; Chine qui a défendu contre l'administration Trump le libre-échange au forum de Davos en 2017. La compétition en matière de maîtrise des ressources énergétiques, des métaux rares, de contrôle de l'Arctique est d'autant plus féroce que toute hégémonie devra nécessairement s'appuyer sur le contrôle absolu de ses ressources pour s'imposer. Cela se fait dans un moment historique global d'explosion des inégalités sociales et économiques, de reculs démocratiques et sociaux, et des conséquences de la crise énergétique et de la guerre en Ukraine sur les conditions de vie de peuples entiers ; la voie de l'autoritarisme reste la seule possible pour les classes dirigeantes. MAIS : quelle première leçon tirer de ce qui vient de se produire en Équateur (voir CP PCF 2 juillet 2022) ? N'y a-t-il pas là matière à soutien aux luttes nationales,

régionales et perspectives internationales contre l'augmentation des prix du carburant, des prix de première nécessité ?

Question posée pour nous : Quels actes produire, quelles actions engager pour soutenir le développement des mobilisations sociales et contribuer à les rendre victorieuses en France en Europe et dans le monde ? Comment porter et rendre incontournable, et avec quelles autres forces partenaires, la question des biens communs universels et mondiaux aussi bien de l'eau, que des ressources carbonées pour en réduire l'usage, ainsi que de la santé voire même toute une série de biens alimentaires de première nécessité ?

C) Les classes dirigeantes capitalistes et particulièrement occidentales ont été considérablement déstabilisées par la crise pandémique et sanitaire des deux dernières années : nous le sous-estimons trop et trop souvent. Cette expérience à proprement parler mondiale a profondément remis en cause les logiques dominantes et nous aurions tort de faire, comme les classes dirigeantes, l'impasse sur les remises en cause en chaîne qu'elle a provoquées et va continuer de provoquer.

Plusieurs réponses travaillent les peuples et les sociétés : le repli sur soi jusqu'à l'ultra nationalisme, l'individualisme et les égoïsmes nationaux tel que pourrait l'incarner une alliance LREM-LR-RN en France, une aspiration au changement mais sans perspective qu'on retrouve pour une part dans les raisons d'une large abstention du peuple de gauche dans les pays occidentaux.

Question posée pour nous : Avec qui et comment, par quels processus et initiatives, porter le fer sur le multilatéralisme // Quelle vision et chapitre de l'internationalisme ouvrir pour fermer la porte aux nationalismes et à la guerre ?

D) Enfin, j'appelle toute votre attention sur le bilan dressé par Emmanuel Macron de la présidence française de l'Union européenne au parlement européen en mai dernier. Il y annonce la convocation d'une convention de révision des traités : allons-nous investir cette convention pour y faire prévaloir des propositions pour une réorientation de fond de l'UE dont nous sommes porteurs et qui peuvent devenir majoritaires ? D'autant que le PR parle pour ce qui le concerne de changements de règles et du souhait de mettre en place, pour les pays de la zone Euro, des « cercles d'avant-garde » et une logique de « différenciation ouverte à tous » : avec notre dessein d'une Europe des peuples et des nations libres, démocratiques et souveraines à géométrie choisie, nous devrions déjà ouvrir le débat politique forts des exigences et prises de conscience que la pandémie et la crise sanitaire ont fait exprimer en masse dans notre peuple et les peuples du monde.

Raphaël Debu – Rhône – *Non communiquée*

Véronique Mahé – Loire-Atlantique – *Non communiquée*

Pierre Laurent – Paris

La situation politique inédite dans laquelle nous sommes entrés avec le double résultat de la présidentielle et des législatives appelle une évaluation sérieuse de nos choix politiques passés et à venir. Nous allons devoir faire des choix immédiats, dans l'action, pour faire face à cette situation et des choix stratégiques de plus long terme lors de notre prochain congrès.

C'est donc un débat d'ampleur dont nous avons besoin, et dans lequel tous les communistes doivent s'investir.

Je veux insister sur trois caractéristiques de la situation qui dessinent pour nous trois défis politiques à relever.

La première caractéristique, c'est évidemment l'absence de majorité politique du président Macron. Il n'en a pas à l'Assemblée législative, et il n'en a pas dans le pays. C'est un fait majeur, car l'inversion du calendrier électoral et l'hyper-présidentialisation ont été conçues pour éviter ça. Cela n'est pas donc un accident. Les gens l'ont voulu. Macron va essayer de gouverner malgré cela, en contournant la volonté populaire, en manoeuvrant avec la droite et la présence du RN. Mais les faits sont là. Macron n'a pas de majorité, ce qui ouvre les conditions d'une crise durable. La question d'une alternative politique au pouvoir de Macron, aux choix politiques en faveur des puissances d'argent qu'il incarne, va rester en surplomb de toute la situation. Ce n'est pas une question pour

après, pour plus tard, mais une question pour tout de suite. D'autant que la crise politique ne fait qu'exprimer une exigence beaucoup plus profonde de changement du système, incapable de répondre aux énormes enjeux sociaux, écologiques, démocratiques, féministes, libérateurs, de paix et de nouvel ordre du monde, de l'époque historique que nous vivons. Ca va continuer de pousser fort vers des ruptures très fortes. Notre communisme a tant à dire sur tout cela à condition de le porter comme tel, en prise sur le réel et non comme un dogme.

Nous devons donc combiner dans l'action la volonté d'empêcher la poursuite d'une politique antisociale dont le peuple ne veut pas, la possibilité d'enfoncer des coins, des brèches dans cette politique, de marquer des points, d'engager des ruptures dans l'intérêt de notre peuple, et une détermination tenace à construire une alternative de gauche, sociale et écologique, à cette politique. Que faisons-nous pour cela ? Voilà le premier défi.

La seconde caractéristique, c'est l'émergence de la NUPES, qui a ramené l'espoir dans le paysage politique. Les Français ont poussé la gauche à l'unité. 150 députés ont été élus, privant le RN d'une victoire sinon plus éclatante encore. Pour la 1ère fois, les quatre grandes forces de gauche et écologiste se sont alliées en déclarant vouloir conserver leur autonomie, et sur un programme qui, pour le PS par exemple, était une franche rupture avec les années Hollande. C'est un précédent marquant. Que serait le Parlement aujourd'hui sans la NUPES ?

Mais qu'en faisons-nous ? La NUPES a aussi les défauts des conditions de sa naissance très présidentialisée. Elle ne s'est pas appuyée sur tout le potentiel disponible, notamment sur les forces locales de partis comme le nôtre, nous privant de candidats dans des circonscriptions que nous étions mieux placés pour gagner. Aujourd'hui, le défi est de donner à ce potentiel naissant la force d'une alternative majoritaire. Nous pouvons faire du pluralisme de la coalition un atout, de la créativité démocratique une dynamique, du débat d'idées et de projets une richesse. Mais le voulons-nous ? Quelle autre construction unitaire crédible pourrait permettre de relever le défi de l'alternative ? Ce serait fou de lâcher la proie pour l'ombre. C'est le second défi dont nous devons débattre.

La troisième caractéristique est l'entrée en force du RN au Parlement. Ce RN, on le voit, veut travailler sa respectabilité pour peser, voire structurer idéologiquement, les futures alliances alternatives de droite et d'extrême-droite. Car ces forces aussi pensent à l'après-Macron. Comment faire face et combattre le danger ? Des camarades s'ingénient à faire la différence entre dimension de révolte sociale et dimension raciste de ce vote. Mais en réalité, ce qui fait le force du RN, c'est d'avoir tissé comme une seule toile ces deux dimensions. Et c'est pourquoi démonter la toile est si difficile, si nécessaire, et tellement lié à la construction d'une alternative politique et idéologique de gauche. La peur de l'autre et l'absence d'espoir sont de puissants carburants pour le vote RN. Voilà une troisième défi à relever dont nous devons débattre.

Nous avons besoin d'une grande effervescence démocratique pour affronter ces défis. N'ayons pas peur du débat, ni entre nous, ni avec notre peuple, au contraire. Il faut sortir d'une certaine glaciation de notre débat interne, où depuis trois ans tout camarade se posant une question était suspecté de douter de la candidature. Ces débats sont derrière nous. Nous avons à en tirer des leçons communes. Et surtout nous devons nous tourner vers les nouveaux défis sans tabou, car il faudra de l'audace pour réussir.

Je suis donc partisan d'un débat lancé en grand dès septembre dans notre parti, pour réfléchir tous ensemble. Trois mois de débat libre avant le CN sur la base commune en décembre et la série de votes qui suivront. Parions sur notre créativité collective.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Je ne partage pas l'idée que je viens d'entendre à plusieurs reprises qu'à elle seule une « commission de transparence » pourrait permettre un débat franc et sincère, libre, dont les communistes ont besoin.

Je ne partage pas non plus l'idée selon laquelle le fait d'être pour ou contre une candidature communiste a bloqué tout débat. Je pense même que cette « bi-polarisation » très dommageable au

parti, mais régulièrement attisée, a limité, corseté, rendu difficile l'appropriation du congrès, dont le texte adopté par les congressistes n'a jamais été publié par le parti. Car le congrès ne se réduit pas à présenter une candidature communiste.

De même, le débat sur le contenu de la candidature et de la campagne a été très refoulé par cette focalisation sur « candidature ou pas », et en partie grâce à celle-ci. Or, on voit bien comment toute la gauche souffre de l'insuffisance d'avancées sur la prise de conscience des moyens et pouvoirs nécessaires aux objectifs sociaux et écologiques. Ou sur la crise. Mais, alors que nous avons annoncé dans le texte adopté en conférence nationale que ces débats, aussi bien à gauche que dans le pays, était un enjeu décisif de notre campagne, nous n'avons pas pris le temps d'en discuter, de nous affûter et nous outiller pour faire avancer ces idées dont l'avancée manque tant. Par exemple, j'ai fait en janvier dernier des propositions d'organiser une confrontation d'idées constructive, à gauche. Pas de discussion. Sans parler de notre éviction du dispositif de campagne, qui a concerné aussi bien Evelyne que moi. Malgré cela, nous avons construit le plus possible d'outils et d'appui aux communistes pour cette campagne, des vidéos, interventions, textes, chiffrages, initiatives de formation, etc. Ou le débat pour s'approprier nos avancées sur économie et écologie : à quel point les enjeux écologiques renforcent le besoin de révolution profonde, et non la conservation ou la compensation sociale. C'est aussi le débat sur les avancées institutionnelles que nous pouvons faire progresser. Les propositions de nouvelles institutions politiques sur l'économie, l'écologie et le social ne sont pas débattues, parce qu'on passe le temps dans un affrontement bi-polaire paralysant. Derrière cela, il y a aussi une conception erronée de l'unité du parti, refoulant les débats de fond, et sous-estimant la capacité des communistes à avancer privilégiant un collage de personnalités au sommet.

Il faudrait aussi parler du non-débat sur un nouvel internationalisme dans notre parti, pourtant il va bien nous falloir avancer dans l'urgence. D'autant qu'il croise les sujets institutions, économie et sens de notre présence au monde. A la veille de la pandémie, nous avons organisé une initiative internationale d'importance, avec plusieurs internationaux, sur laquelle j'attire l'attention des camarades. Et quid, là-dessus, du développement des idées du 38^{ème} congrès ? Je ne pense même pas aux échéances électorales européennes, mais par exemple à la remise à plat des traités qui a déjà commencé ou à la guerre militaire et économique à la fois. On pourrait aussi relever les débats sur l'organisation de notre direction nationale, avec l'absence d'un collectif de secrétariat national, que j'ai soulevée juste au début de la pandémie et du confinement. Ou encore l'absence de débat aux débuts du confinement sur le besoin, ou non, d'un positionnement contestataire beaucoup plus précoce des mesures prises lors du premier confinement, en particulier l'absence de moyens pour l'hôpital et de conditions mises aux aides aux entreprises dès le premier plan E. Philippe.

Débattre, c'est donc un état d'esprit et pas la recherche d'une tension et d'une bi-polarisation dont les communistes, je le crois, ne veulent pas. C'est de la recherche des voies d'un approfondissement pour un communisme de notre temps, d'un chemin, d'une stratégie et d'une organisation, répondant aux immenses défis et risques du nouvel épisode de crise qui vient, que nous avons besoin, en se nourrissant de notre richesse, de notre diversité et de ce que nous avons en commun.

Or là, précisément, il s'agirait d'appeler à une manifestation pour octobre, pour l'emploi, les services publics, les retraites et une nouvelle démocratie. Nous avons été plusieurs à la proposer. Mais ce n'est pas discuté, alors que ce serait notre responsabilité de CN. Vous allez voir que Mélenchon va le proposer et que nous allons courir après...

Isabelle Lorand – Val-de-Marne – Non communiquée

Thierry Aury – Oise – Non communiquée

Viviane Debarges – Drôme – Non communiquée

Gilles Gourlot – Seine-Saint-Denis – Non communiquée

Fabienne Haloui – Vaucluse – Non communiquée

Jean-Marc Durand – Drôme – Non communiquée

Aurélie Le Meur – Seine-Saint-Denis

Aujourd'hui une nouvelle page s'ouvre après cette grande séquence électorale. Tout va aller très vite politiquement et nous le constatons depuis la rentrée parlementaire.

Avec les 151 député·e·s de la Nupes – alors que l'électorat de gauche le demandait / et ce qui était loin d'être gagné il y a encore six mois / car cela faisait des années que la gauche était divisée et dans une situation de déclin permanent - nous avons, tout de même, des raisons de nous réjouir et d'encourager la dynamique de la Nupes.

De plus, nous ne cessons depuis un certain temps de déplorer la dépolitisation de la vie politique. Mais ce rassemblement des forces de gauche et des écologistes, malgré une abstention forte qui reste inférieure au second tour de 2017, a tout de même enfin donné de l'espoir.

Contre toute attente, il peut aussi se transformer rapidement comme une force puissante d'opposition avec l'appui d'une grosse rentrée sociale porteuses de revendications pour la hausse des salaires notamment chez les cheminots, les électriciens, les soignants, les agents aéroportuaires actuellement mobilisés afin de faire face à l'inflation qui menacent des millions de familles.

Je pense que dans ces conditions, nous avons tout à y gagner avec des idées claires et des propositions pour une 6ème République qui doit naître après une 5ème République arrivait clairement à bout de souffle.

Et comme l'immobilisme c'est la mort du communisme on a besoin d'idées neuves.

Et pour cela il faut prendre le temps d'analyser le projet politique de Macron qui est prêt à tout, même le pire en n'hésitant pas à tirer un trait d'égalité entre les forces de progrès, de justice sociale et environnementale et les forces réactionnaires et de la haine. Il a ainsi clairement participé à l'élection des députés du RN en lui donnant les moyens de décliner son programme xénophobe, raciste et anti-social. C'est le cas par exemple sur la circonscription de Montargis dans le Loiret avec notre camarade Bruno Nottin. D'ailleurs, tout comme Émilie je tiens à souligner à la fois l'étonnement, la déception et parfois la colère de beaucoup de communistes et de compagnons de route qui n'ont pas entendu assez fort le parti communiste, parti de Maurice Audin, parti de la lutte anti colonialiste, parti des martyrs de Charonne s'exprimer contre ce discours honteux et scandaleux du doyen de l'Assemblée nationale nostalgique de l'Algérie française.

Ainsi, toutes les forces de gauche qui composent la Nupes, nous les premiers, ont donc une grande responsabilité dans la période car le 19 juin dernier pour la 4ème fois, cette élection a été la concrétisation de la colère contre la politique Macron.

Mais nous avons besoin de clarté.

Donc aujourd'hui des questions se posent sur le rôle que nous devons jouer dans la situation politique actuelle et dans la Nupes.

Pour le parti communiste, cette Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale est-ce une stratégie qui doit aller au-delà des élections législatives ?

Si oui, le débat doit donc être largement ouvert et avec l'ensemble des communistes pour porter le meilleur de notre identité dans ce rassemblement en ayant une réflexion approfondie sur le chemin à construire pour rendre possible un projet d'émancipation, de transformation, sur la dimension internationale et sur les institutions. Et la préparation de notre congrès doit être à la hauteur tant pour prendre en compte ces expériences de rassemblement que dans l'affirmation de nos contenus. Cela pourrait être un point d'appui, une feuille de route à suivre les prochaines années pour construire collectivement un projet communiste avec pour objectif d'accompagner les puissants mouvements transformateurs qui traversent la société notamment les luttes féministe, antiraciste, pour le climat, pour lesquelles nous avons des propositions concrètes mais qui doivent impérativement converger pour gagner ce changement tant attendu, je l'espère avec nous.

Ou bien la Nupes est-ce était seulement une stratégie pour nous éviter la fin d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale qui aurait entraîné notre mort à petit feu et celle de la gauche au profit de l'extrême-droite ? Et ça je ne l'espère pas.

C'est pourquoi, il est impératif face au bouleversement politique que nous venons de vivre, de ne pas nous diviser mais plutôt de nous fixer pour objectif de poursuivre la construction d'un mouvement populaire de grande ampleur auquel nous devons participer.

La préparation de ce congrès en approche nous donne donc la meilleure occasion pour en débattre. Mais celui-ci ne sera que bénéfique pour tous, à la condition qu'il se réalise dans un cadre démocratique, collectif et de transparence. Ainsi, je souscris totalement aux demandes successives de certains camarades lors des interventions de la mise en place d'une commission de la transparence des débats, dès à présent, pour travailler à la construction des débats et à leur mise en place.

En tout état de cause, j'ai tout de même été rassurée, comme je pense d'autres, d'entendre ce matin dans le rapport de Fabien qu'un gouvernement « d'union nationale » était impossible de nous séduire dans le cadre de son entreprise de casse sociale mais je ne suis pas certaine que nous pouvons ici même, dans le débat qui nous anime depuis ce matin, faire abstraction dans la résolution proposée de notre ambition dans la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale. Enfin, concernant les amendements proposés pour la résolution, il a été demandé par Fabien, Antoine et d'autres la mise en place d'un groupe de travail. Je ne comprends pas que nous n'ayons pas répondu à la juste intervention de Pascal qui évoquait le besoin « d'intelligence collective » en ne travaillant pas collectivement sur cette résolution.

Emmanuel Dang Tran – Paris – *Non communiquée*

Yannick Monnet – Allier – *Non communiquée*

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Nous avons toujours su que les relais du capitalisme en France étaient prêts à tout. Ils sont désormais prêts à abattre leur dernière carte pour que rien ne change. À peine élus, la normalisation des 90 députés d'extrême-droite est en cours à une vitesse fantastique. L'appareil idéologique et médiatique met tout en œuvre pour cela : au nom d'une laïcité mais frelatée, au nom d'un « républicanisme » abstrait qui invoque les devoirs du citoyen pour mieux bannir ses droits, au nom aussi d'une opposition fictive et opportune entre classes populaires des villes et classes populaires des champs.

Tout est fait pour installer un arc politique de la perpétuation d'un système épuisé et fou, d'Ensemble au RN et à LR, en passant par ceux à gauche qui sont prêts à répondre à cette convocation détestable et dangereuse. Cette méthode et ces thèmes ont déjà servi à plein pendant la campagne de la présidentielle pour tenter par tous les moyens de briser le rassemblement tant souhaité à gauche à la présidentielle, et que les électeurs auront su en quelque sorte imposer aux législatives. Il est d'ailleurs très regrettable que nous en ayons nous-même été les instruments dans nos tentatives pour nous distinguer de la concurrence présidentielle.

La conséquence immédiate de cette normalisation de l'extrême-droite, c'est la normalisation du racisme, qui devient le carburant principal de tout débat politique, quel que soit désormais le sujet. Et j'avertis ceux qui se demandent s'il faut s'adresser aux « fâchés par fachos » : ne perdons jamais de vue que dans le vote RN, le racisme est caractère dominant, et la colère sociale un caractère récessif.

Rien n'est plus urgent pour le Parti communiste français de saisir la gravité de cette situation, car la prochaine fois pourrait être la bonne pour le RN.

Alors oui, le rassemblement de la Nupes n'a certes pas emporté la victoire. Mais il a permis le retour sur le devant de la scène d'un projet de rupture de gauche, ce qui n'était pas arrivé depuis des décennies, et qui semblait encore hautement improbable il y a quelques mois.

Il valide un choix stratégique inverse de ce que notre parti construit ces dernières années, l'inverse d'une proposition qui a animé de long débats ici-même : la construction d'un pôle de radicalité contestant l'hégémonie sociale-libérale, pour modifier les rapports de forces au sein de la gauche et permettre son rassemblement à vocation majoritaire sur une base claire. Nous avons été quelques-uns à nouveau au dernier congrès, pour proposer que le PCF en soit l'artisan. Mais ce sont des choix radicalement inverses qui ont prévalu depuis 2018, une stratégie du solo identitaire conduisant finalement à un nouvel affaiblissement de notre parti : électoral, organisationnel et budgétaire mais

aussi et c'est plus grave, idéologique. Le bilan doit être fait des conséquences de cette orientation calamiteuse. Mais l'histoire n'est pas finie. Elle commence et nous pouvons encore être au rendez-vous. La Nupes n'est pas un simple accord électoral, une parenthèse qu'il convient de refermer comme Fabien Roussel le prétend, mais bien plus, c'est un programme commun, et c'est surtout un espoir.

Notre obsession doit donc être la réussite de la Nupes, et aucun autre obscur calcul. C'est ainsi que nous serons utiles et que nous ferons retour sur le devant de la scène politique. Investissons-la, pleinement. Cela pose la question d'une feuille de route claire pour notre participation dans le Parlement de la Nupes et de la désignation d'une nouvelle délégation qui puisse s'y consacrer. Cela veut dire aussi pérenniser les espaces locaux de coopération qui se sont créés pour les 577 campagnes des législatives.

La Nupes et cet espoir sont la prunelle de nos yeux. Œuvrons pour que le pluralisme y soit la règle, qu'elle ne soit pas un outil au service d'une seule organisation. Créons des passerelles avec le reste des forces sociales et syndicales en mouvement. Rendons-la accueillante pour celles et ceux qui ni insoumis, ni communiste, ni socialiste, souvent très jeunes, se construisent un chemin de politisation et d'action, et pour qui le mot de « communisme » reste encore un puissant attracteur. Bref, faisons de cette réussite de la Nupes notre principale feuille de route.

Quant au congrès, dont je découvre ce matin que nous avons adopté hier le calendrier, je suis surpris que nous ne tirions pas les conséquences des divergences qui se sont exprimées dans les débats et traduites dans les votes. Dans cette situation politique d'une extrême gravité, alors même que notre Parti se trouve aussi fragilisé, nous méritons mieux qu'un congrès « en force ». J'en appelle dès cet été à l'intelligence du collectif communiste pour défricher les questions qui sont sur la table.

Amar Bellal – Ile-et-Vilaine

Pour m'intéresser depuis une dizaine d'années sur les sujets d'énergie et du changement climatique, et être à l'origine du lancement de la revue Progressistes, j'ai forcément été interpellé par la tribune de Patrice Bessac qui évoque une série d'enjeux planétaires et se veut une sorte de feuille de route pour « notre génération ». Il l'a encore rappelé dans son intervention de ce samedi matin.

Je vais donner l'appréciation que j'ai de cette tribune, en espérant que cela contribuera à éclairer les débats sur ces sujets.

On peut en effet identifier 3 grandes familles de problèmes « globaux » relativement nouveaux, dont on a pris conscience disons à partir des années 1970 : il y a le changement climatique bien sûr dont tout le monde parle, il y a l'épuisement des ressources au sens large (ressources énergétiques, métalliques, minérales, agricoles avec l'épuisement et l'appauvrissement des sols, l'eau etc...) qui menace la satisfaction de nos besoins à moyen terme, et enfin il y a les pollutions globales qui menacent notre santé et celle des écosystèmes (dont nous faisons partie). Ces trois problèmes, interdépendants, mais différents malgré tout, sont d'autant plus ardues qu'ils nécessitent des transformations profondes de notre système économique et de notre système social, systèmes caractérisés par une forte inertie, mais qu'il faudrait pourtant transformer avec une rapidité qui n'a jamais été vue dans l'histoire. Et pour ne rien arranger, cette transformation doit se faire sur une planète qui comptera 10 milliards d'habitants dans 30 ans, avec un accroissement de la population de 2 milliards qui se fera essentiellement dans des zones qui sont déjà pauvres où tout est à construire (Afrique, Asie du sud-est). C'est donc une superposition de problèmes et de difficultés qui doit nous rendre modeste et humble face à la tâche qui nous attend, et qui doit être traitée avec sérieux. C'est à mon sens surtout cela la mission de notre génération.

Concrètement, ces problèmes ne peuvent pas être résolus si on ne s'appuie pas sur une solide expertise scientifique et technique, la mobilisation du meilleur des savoirs faire à travers le monde, un partage des connaissances et des transferts de technologies non entravés par des brevets ou empêchés par l'agenda d'actionnaires assoiffés de profits à court terme. Or toute cette richesse, cette connaissance, ce savoir-faire, cette expertise, sont détenus par les salariés, les acteurs et actrices du monde du travail, seuls à même de permettre un déploiement massif des nécessaires infrastructures, services publics et systèmes productifs sûrs et propres pour répondre aux besoins

C'est le principal et le plus grand oubli du texte de Patrice Bessac, et je pense que c'est problématique vu l'ambition que se donne cette tribune : c'est ce qui me pousse à réagir. L'approche ouverte par ce texte ne permet pas vraiment d'appréhender le réel sans même parler de le transformer. Pour parler sérieusement d'écologie on ne peut omettre cette dimension essentielle qu'est le monde du travail, sinon on risque de tomber dans une vision qui prétend prendre de la hauteur, mais qui est au fond surtout idéaliste, et éloignée de la démarche marxiste. Vouloir sauver le monde, sans un mot pour le monde du travail, pourtant essentiel, peut même être un recul par rapport à tout ce qui a été porté notamment dans la campagne présidentielle sur les pouvoirs de décisions qu'il faut gagner pour les salariés dans les entreprises, leur rôle central. La publicité, le consumérisme, ou l'individualisme, l'emprise médiatique, sont des aspects certes importants du capitalisme, conséquences et/ou bras armés ce dernier, qu'il conviendra de faire reculer, mais ce n'est pas le cœur du problème. Le capitalisme peut prospérer avec un projet collectif (voir l'offensive sur la sobriété collective qu'appellent de leurs vœux de nombreux patrons dans une tribune récente). Il peut prospérer sans publicité. Il acceptera même qu'on légifère sur ces sujets. Et cela ne l'empêchera pas de continuer ses ravages. Par contre qui décide de ce que l'on produit, comment on le produit, avec quelle finalité et comment on finance : ce sont là des questions politiques essentielles heurtant le cœur des logiques capitalistes, et dont les salariés sont la clé essentielle.

Enfin l'injonction à « s'unir ou périr », ne crée pas les conditions sereines pour mener des débats de fond qui seront salutaires pour sortir la gauche de ses contradictions béantes, et pour qu'elle puisse retrouver enfin une crédibilité et une cohérence dans ses propositions : on ne débat pas sereinement avec un pistolet sous la tempe. Au contraire, c'est parce que le PCF a résisté sur certains sujets durant ces 10 dernières années, a continué pendant tout ce temps à pousser les débats, sur les questions énergétiques par exemple, parfois sous les moqueries et les caricatures de certains, mais aussi sur tous les enjeux industriels et scientifiques, que la gauche a pu avoir une voix originale durant la campagne présidentielle et ne pas désespérer complètement le monde scientifique et industriel. Et (hélas) l'actualité du réchauffement climatique et de la crise des ressources, nous montre qu'on a eu raison de tenir sur ces sujets, et ne pas cacher tout cela sous le tapis pour faire bonne figure en vue d'alliances et au nom de l'injonction à « s'unir » au préalable. Les alliances seront toujours nécessaires, mais elles ne doivent pas se faire au détriment des débats de fond et en court-circuitant les intelligences. On doit aussi se garder d'extrapoler des expériences d'union et de débats vécues à une échelle locale pour la transposer à l'échelle nationale. Une collectivité, aussi importante soit elle, aussi respectable que peuvent être son bilan et ses réalisations, ne préfigurent pas les politiques structurelles industrielles et énergétiques à mener à l'échelle d'un pays, voir sur le plan européen et international avec des débats entre partenaires de gauche qui peuvent devenir alors plus complexes.

Face à ces sujets, il faut faire entrer le monde du travail dans les débats de fond : énergie, ressources, climat etc... s'appuyer aussi sur toutes les mobilisations, qu'on voit poindre dans différentes institutions scientifiques, de l'échelle nationale avec les précieux rapports du Haut conseil pour le climat, aux instances du GIEC et à ce qui s'est exprimé dans les dernières COP. On ne part pas de zéro, déjà la mobilisation populaire a permis d'infléchir les politiques climatiques, où il y a 10 ans encore les scénarios donnaient 5 degrés de réchauffement globales pour 2100, on est redescendu à 3,5 ce qui reste encore catastrophique mais on voit aussi qu'il y a des mobilisations et une pression qui poussent les gouvernements à agir.

La mission de notre génération, c'est d'investir ces débats sérieusement, avec force, travail et rigueur.